

## **Visite au Canada**

de

**Jacques Santer**  
**Premier ministre du Luxembourg**  
**et Président du Conseil européen**

et de

**Jacques Delors**  
**Président de la Commission des**  
**Communautés européennes**

**Cahier d'information**

**Le 12 avril 1991**

**Visite au Canada**

de

**Jacques Santer  
Premier ministre du Luxembourg  
et Président du Conseil européen**

et de

**Jacques Delors  
Président de la Commission des  
Communautés européennes**

**Le 12 avril 1991**

43.260-427



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

*Imprimé sur du  
papier recyclé*



*Printed on  
recycled paper*

## **Table des matières**

Le Premier ministre du Luxembourg et Président du Conseil européen Jacques Santer	1
Le Président de la Commission des Communautés européennes Jacques Delors	3
Le Premier ministre Brian Mulroney	5
Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark	7
Le ministre du Commerce extérieur John Crosbie	9

### **La Communauté européenne**

Les relations bilatérales Canada - Communauté européenne	11
L'avenir de la Communauté européenne	12
La Communauté européenne et ses institutions	13
La Communauté européenne et le monde	14
Fiche documentaire sur la Communauté européenne	15

### **Le Luxembourg**

Les relations bilatérales Canada - Luxembourg	19
La situation politique du Luxembourg	20
La situation économique du Luxembourg	21
La politique étrangère du Luxembourg	22
Fiche documentaire sur le Luxembourg	23

**Le Premier ministre du Luxembourg  
et Président du Conseil européen  
Jacques Santer**

Né au Luxembourg en 1937, M. Santer a fait ses études supérieures de droit et de politique à Paris, où il a obtenu un doctorat en droit. Il a oeuvré de 1961 à 1965 à la Cour d'appel du Luxembourg et a été attaché de Cabinet du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, puis attaché de gouvernement de 1965 à 1966. Il a été secrétaire parlementaire du Parti chrétien-social pendant les six années suivantes.

M. Santer a donné l'envol à sa carrière politique en 1972. Il a été secrétaire général (1972-1974) puis président (1974-1979) du Parti chrétien-social. Il a occupé les postes de secrétaire d'État aux Affaires culturelles et aux Affaires sociales (1972-1974) puis de ministre des Finances, du Travail et de la Sécurité sociale (1979-1984).

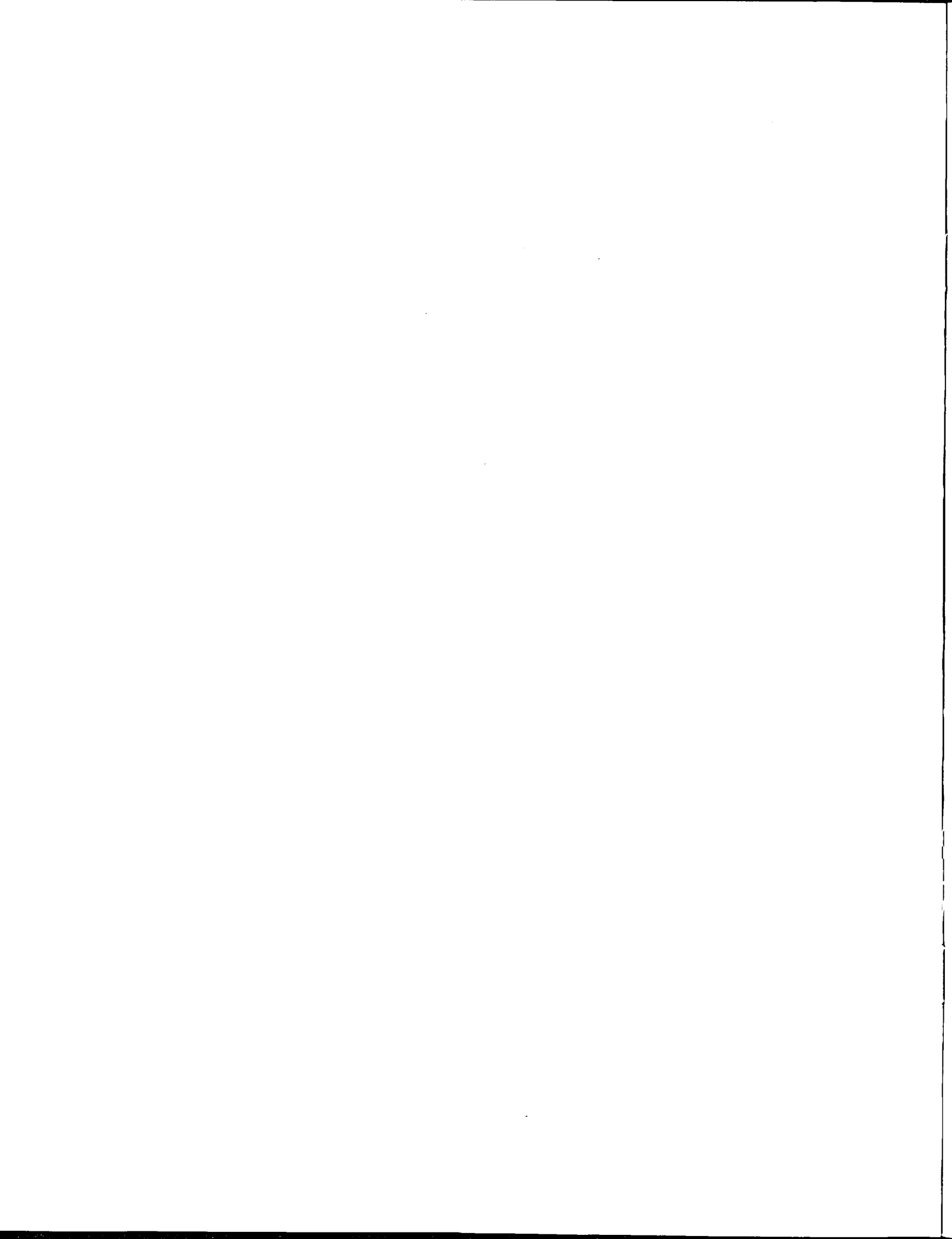
De 1984 à 1989, M. Santer a été président du Gouvernement, ministre d'État et ministre des Finances. Depuis juillet 1989, il est Premier ministre, ministre d'État, ministre du Trésor et ministre des Affaires culturelles.

M. Santer s'intéresse également à la politique européenne; il a été membre du Parlement européen de 1975 à 1979. C'est durant sa présidence au Conseil européen, en 1985, qu'a été négociée avec succès la première révision des traités des Communautés européennes, l'Acte unique européen, qui unira en 1992, les 12 membres de la Communauté européenne en un marché unique.



M. Santer a été gouverneur de la Banque mondiale de 1984 à 1989, et depuis août 1989, il est gouverneur du Fonds monétaire international.

M. Santer est marié et père de deux enfants.



**Le Président de la Commission  
des Communautés européennes  
Jacques Delors**

M. Delors, né à Paris le 20 juillet 1925, a commencé sa vie professionnelle en 1945 comme rédacteur à la Banque de France. Au début des années 50, il s'engagea dans l'activité syndicale.

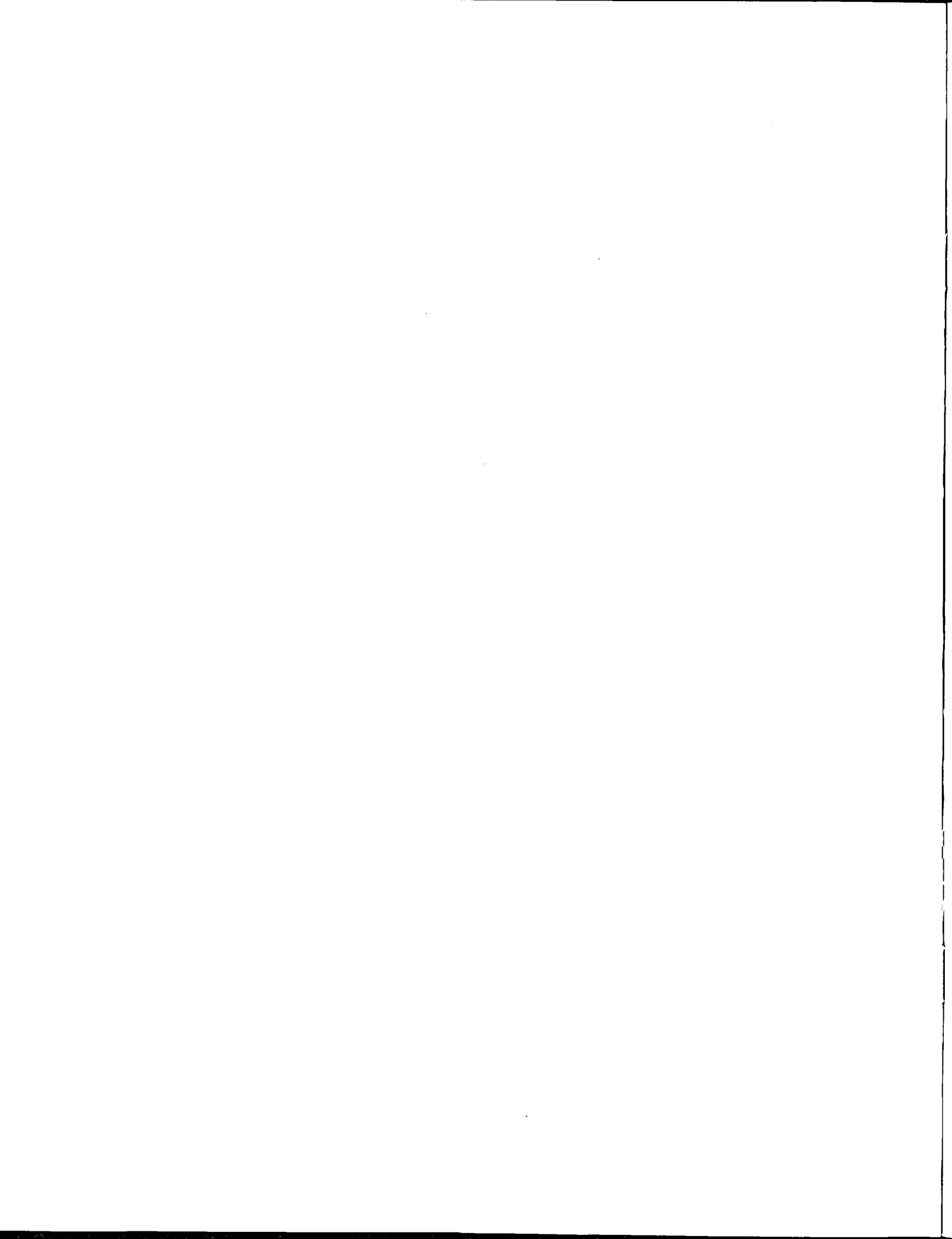
De 1962 à 1969, il a été détaché de la Banque de France pour créer et diriger le service des Affaires sociales du Commissariat général au Plan, ce qui lui donna l'occasion d'élargir son action à tous les partenaires sociaux, et non seulement aux syndicats. En 1969, il a été appelé au Cabinet du Premier ministre Chaban-Delmas comme conseiller aux affaires sociales et culturelles. Il oeuvra également à l'Institut de recherches des Nations Unies sur le développement social.

En 1981, il a été nommé ministre de l'Économie et des Finances. En 1984, il quitte le gouvernement français et devient Président des Communautés européennes.

M. Delors est l'un des principaux artisans de l'Acte unique européen (1992), et il a mis de l'avant un plan d'union économique et monétaire pour l'Europe.

M. Delors est marié et père de deux enfants.







## Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

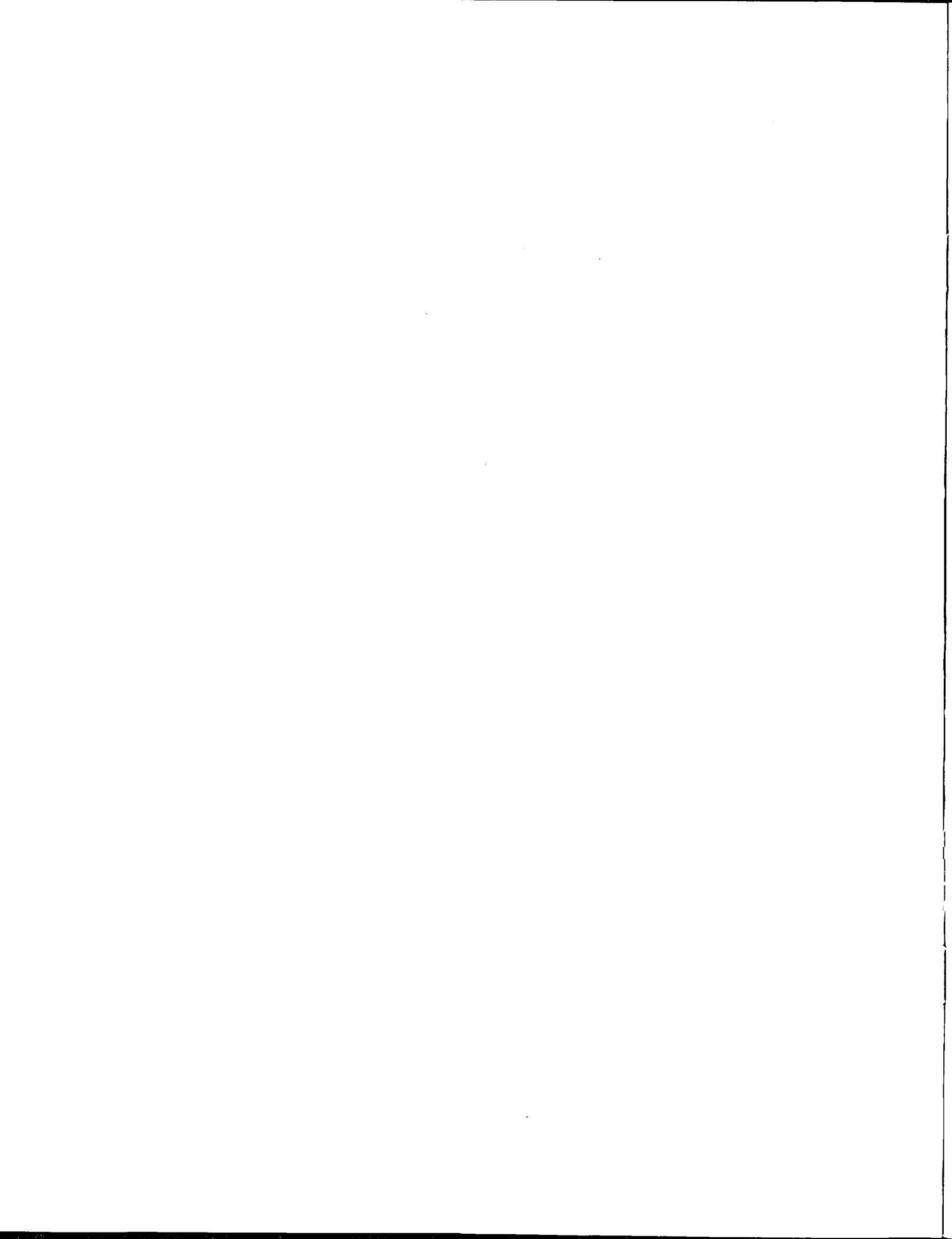
M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



**Le secrétaire d'État  
aux Affaires extérieures  
Joe Clark**

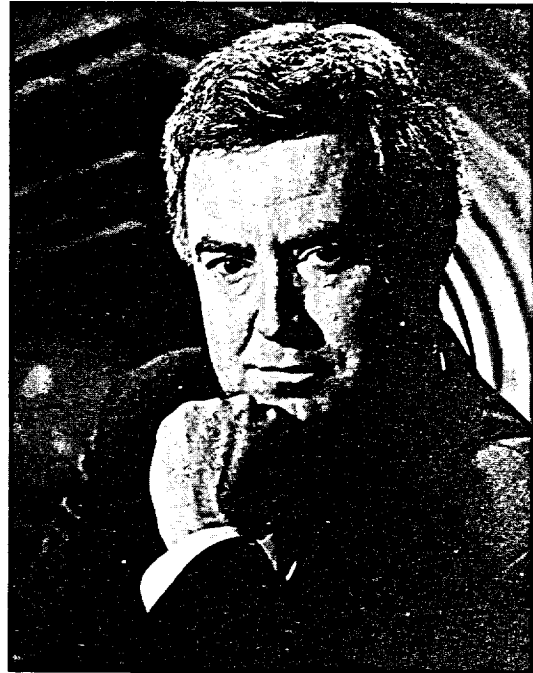
M. Joe Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'Université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick.

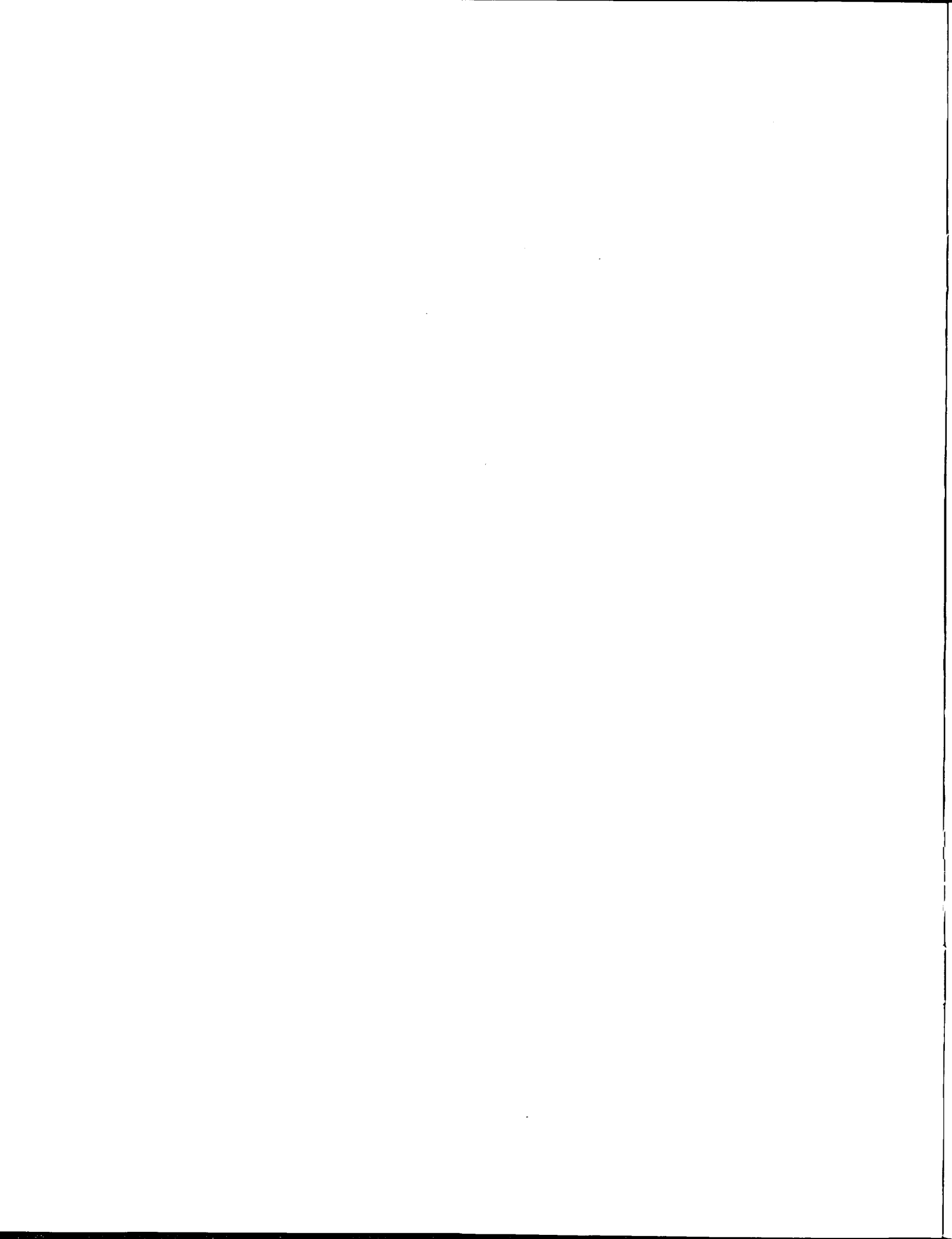
M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1972 et y a été réélu à chacune des élections subséquentes, dont celle de 1988.

M. Clark est devenu chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979; il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin suivant. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980.

Depuis sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984, M. Clark s'est consacré à redonner au Canada son rôle traditionnel dans un internationalisme constructif et conséquent.

Il est président du Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et vice-président du Sous-comité du commerce du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification.





Le ministre  
du Commerce extérieur  
John Crosbie

M. Crosbie est né à St. John's (Terre-Neuve) le 30 janvier 1931. Il est titulaire d'un baccalauréat ès arts en sciences politiques et en économie de l'Université Queen's et est diplômé en droit de l'Université Dalhousie. Il fut admis au Barreau de Terre-Neuve en 1957, après des études supérieures à l'Université de Londres et au London School of Economics. En 1984, l'Université Dalhousie lui décernait un doctorat honorifique en droit.

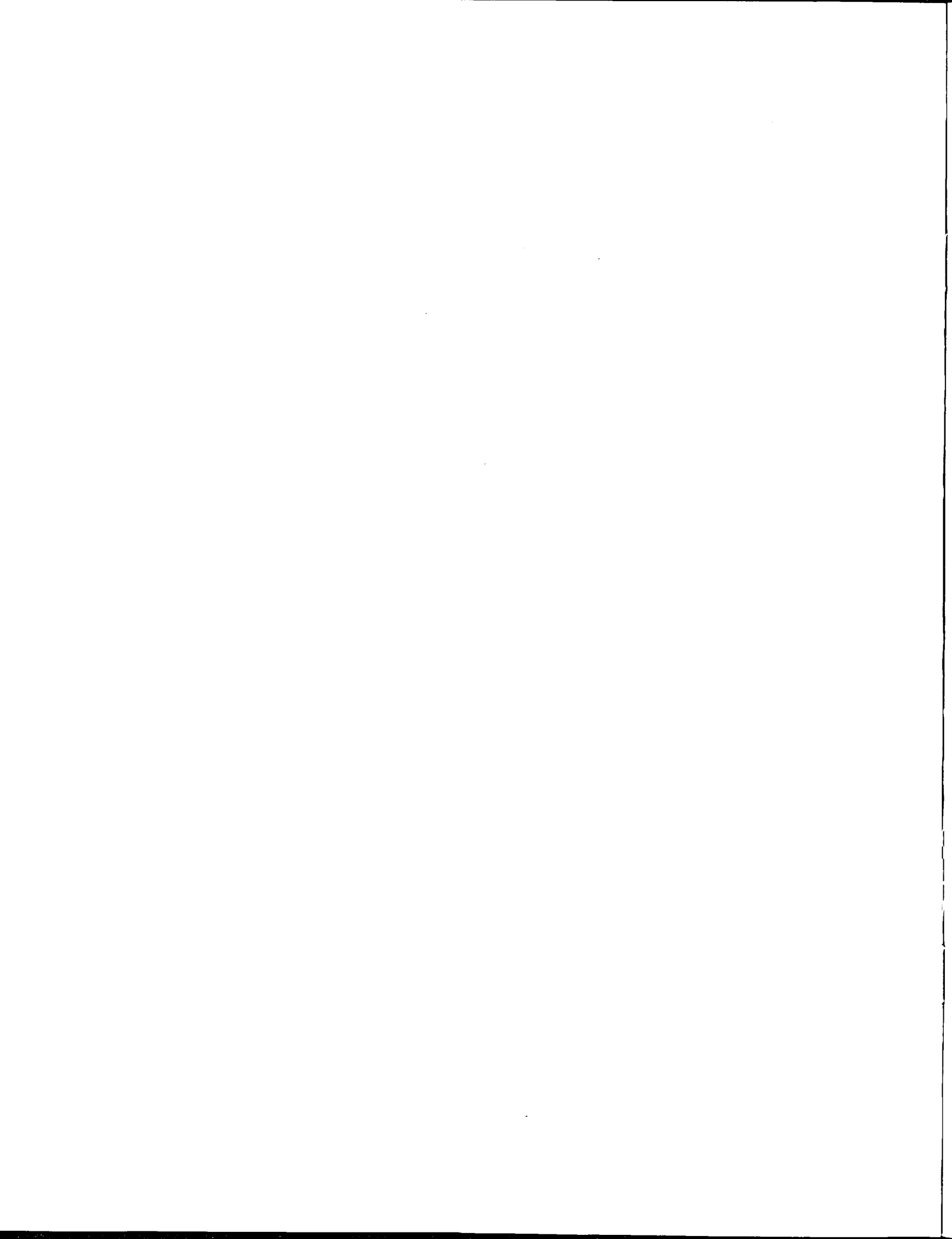
M. Crosbie s'est fait élire au Conseil municipal de St. John's en 1965. Il a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative de Terre-Neuve en 1966 et y a exercé, jusqu'en 1976, différentes fonctions ministérielles et occupé le poste de leader parlementaire.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1976, lors d'une élection partielle, M. Crosbie s'y est fait réélire à toutes les élections subséquentes, y compris celle de 1988. Il a été ministre des Finances en 1979 et a été successivement ministre de la Justice et procureur général du Canada en 1984, ministre des Transports en 1986 et ministre du Commerce extérieur en 1988.

Ses responsabilités actuelles consistent, entre autres, à assurer la bonne marche des activités commerciales du Canada à l'étranger et de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

M. Crosbie est marié à Jane Furneaux et ils ont trois enfants.





## Les relations bilatérales Canada – Communauté européenne

Le Canada a depuis longtemps consacré une attention particulière à ses relations avec la Communauté européenne (CE) et ses douze États membres. La CE est le deuxième partenaire commercial du Canada.

En 1976, la CE et le Canada ont signé un accord-cadre visant à promouvoir, diversifier et développer leurs échanges commerciaux et économiques. Les deux parties se rencontrent deux fois par année pour promouvoir et examiner l'activité économique.

En 1988, le Canada et la CE ont commencé à se consulter en matière de politique étrangère, dans le cadre du processus de Coopération politique européenne. Ces consultations semi-annuelles se font entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada et son homologue du pays qui occupe alors la présidence de la Communauté (chaque pays, à tour de rôle, assume la présidence, pour une période de six mois). Les hauts fonctionnaires du Canada et de la Communauté procèdent aussi à des consultations semi-annuelles.

Les récents événements en Europe ont souligné l'importance de la Communauté pour le Canada. L'adoption de l'Acte unique européen en 1985 a revitalisé le processus d'intégration européenne et la Communauté est devenue un modèle pour les nouvelles démocraties d'Europe centrale et de l'Est. Une Europe forte et de plus en plus unie a été un facteur déterminant de l'unification accélérée de l'Allemagne.

Les conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique marqueront une autre phase du processus d'unification européenne. Le Canada travaille à faire en sorte que ses liens avec la Communauté évoluent au même rythme.

Depuis le début de 1990, les relations politiques du Canada avec la CE se sont sensiblement accrues. Durant les six premiers mois, alors que l'Irlande présidait la CE, le Canada a renforcé le processus de consultation en place et présenté des propositions concrètes à cet effet. Ces initiatives ont reçu un accueil favorable, comme en témoigne le document final du Sommet de Dublin.

Le président du Conseil des ministres des Affaires étrangères de la CE, le ministre irlandais des Affaires étrangères, M. Gerard Collins, est venu à Ottawa, en février 1990, tenir des consultations auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, qui lui a rendu sa visite en mai.

Le Canada et la Communauté européenne ont adopté en novembre 1990 une déclaration sur les relations entre le Canada et la CE dans les années 90. Cette déclaration engagera les parties à relever de concert les défis communs qui se présenteront dans l'avenir. Les mécanismes de consultation politique seront également renforcés et comprendront notamment des consultations entre le Premier ministre du Canada, le Président du Conseil européen et celui de la Commission des communautés européennes.

## L'avenir de la Communauté européenne

La Communauté européenne, fière d'être devenue la première entité économique au monde et le point de mire des démocraties naissantes en Europe centrale et en Europe de l'Est, désire continuer sa route vers une plus grande unité, tant sur le plan économique que politique.

L'Acte unique européen qui fera de l'Europe communautaire un immense marché intégré en 1992 constitue la première étape de l'union économique et monétaire vers laquelle s'achemine la Communauté. La seconde étape sera la création d'une Banque centrale européenne et elle devrait débuter en janvier 1994.

Le Conseil européen de Rome, tenu en décembre 1990, fut l'occasion pour les leaders européens de lancer deux Conférences intergouvernementales devant définir les bases et les structures d'une union économique et monétaire et d'une union politique. Ces deux Conférences, qui doivent conclure leurs travaux avant la fin de 1992, ont clairement le mandat d'aller vers une plus grande intégration.

Alors que la Conférence sur l'union économique et monétaire se penchera sur les mécanismes d'intégration économique, la Conférence sur l'union politique étudiera les objectifs de l'union politique, ses institutions, leurs compétences respectives, la légitimité démocratique de la Communauté européenne, et l'organisation des centres de décision.

À cette intégration interne de la Communauté correspond une expansion vers l'extérieur, car plusieurs pays limitrophes ont déjà considéré ou considèrent effectuer une demande d'adhésion à la Communauté.



## La Communauté européenne et ses institutions

### Historique

Après la Seconde Guerre mondiale, devant les ruines d'une Europe dévastée, un groupe de politiciens européens visionnaires, parmi lesquels Jean Monnet, Robert Schuman et Konrad Adenauer, ont décidé de jeter les bases d'une Europe unie, au-delà des nationalismes et des rancœurs, afin d'empêcher un autre conflit pareil à l'avenir. Ils souhaitaient construire l'Europe par étapes, « brique par brique », et d'une manière irréversible.

Le but de cette Communauté européenne était le rapprochement, d'abord économique, puis politique, des peuples européens. Cet objectif serait atteint grâce à des institutions communautaires servant à édifier une structure européenne.

À l'origine, on désignait ces institutions en termes de « Communautés ». Elles comprenaient la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) établie en 1951, la Communauté économique européenne (CEE) fondée en 1957 par le traité de Rome et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) dont le traité fut aussi signé en 1957. Petit à petit, ces trois institutions ont été perçues comme une seule « Communauté » et en 1967, elles sont passées sous l'égide d'un seul Conseil des ministres et d'une seule Commission chargée de l'application de leurs traités.

### Les Institutions

#### *La Commission des communautés européennes*

La Commission des communautés européennes est composée de 22 directions générales qui traitent, comme des ministères, de domaines sectoriels. Son rôle est de veiller à l'application des traités et de formuler des recommandations ou des opinions s'y rapportant, de préparer le travail du Conseil des ministres et du Parlement européen et d'exercer les compétences qui lui sont confiées par le Conseil des ministres.

#### *Le Conseil européen*

Le Conseil européen est composé des chefs d'État et de Gouvernement des États membres. Ils se réunissent au moins deux fois par année dans la capitale du pays qui exerce alors la présidence du Conseil des ministres; celle-ci alterne à tous les six mois entre les États membres. Le Conseil discute des questions internes à la Communauté et des questions de politique étrangère.

#### *Le Conseil des ministres*

Le Conseil des ministres coordonne les politiques économiques générales des pays membres et prend les décisions nécessaires à l'application des traités. Chaque État membre y délègue un ministre en fonction des sujets à discuter. Les Conseils des Affaires étrangères, de l'Économie et des Finances, et de l'Agriculture se réunissent normalement une fois par mois.

#### *Le Parlement européen*

Le Parlement européen donne des avis sur la législation communautaire, examine le budget de la Communauté et exerce un contrôle démocratique sur les organes exécutifs des Communautés, le Conseil des ministres et la Commission.

#### *La Cour de justice*

La Cour de justice s'assure que l'interprétation et l'application des traités établissant les Communautés et que la mise en oeuvre des règlements provenant du Conseil des ministres ou de la Commission sont conformes à la loi. Les treize juges et les six avocats généraux qui la composent sont nommés par les États membres et ont des mandats renouvelables de six ans.

#### *La Cour des comptes*

La Cour des comptes contrôle l'exécution du budget. Elle est composée de douze membres désignés pour six ans par le Conseil des ministres. Elle vérifie la légalité et la régularité des recettes et dépenses de la Communauté et sa gestion financière.

## La Communauté européenne et le monde

Bien qu'il n'y ait pas d'entité unique qui s'occupe des Affaires étrangères au sein de la Communauté européenne (CE), la Communauté et ses États membres travaillent de concert dans plusieurs domaines. La CE entretient des relations diplomatiques avec plus d'une centaine de pays, ainsi qu'avec de nombreuses organisations internationales. Elle participe à des Conférences internationales concernant le commerce et le développement, ainsi qu'au dialogue « Nord-Sud » avec les pays en voie de développement. L'Organisation des Nations Unies reconnaît la CE comme observateur.

La CE réalisa au cours des années 80 qu'elle était devenue un géant économique, mais qu'elle demeurait néanmoins un nain sur le plan politique. Les États membres décidèrent de se consulter davantage et de s'informer mutuellement de leurs initiatives en matière de politique étrangère. L'Acte unique européen qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1987 a officialisé cette procédure de consultations appelée Coopération politique européenne (CPE), et il a établi un secrétariat pour aider la présidence à préparer et à mettre en oeuvre les activités de la CPE.

La Communauté a signé des ententes de commerce et de coopération avec de nombreux pays, y compris le Canada. Elle est partie à 37 conventions internationales, dont 17 à titre exclusif, c'est-à-dire sans que les États membres ne les aient signées. Elle a aussi engagé des fonds importants (12 milliards d'écus pour la période 1990-1995) d'aide et d'investissement dans les 69 pays en voie de développement membres du groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) partie à la Convention de Lomé.

Les membres de la Communauté européenne sont des pays dont les décisions en matière de politique étrangère concernent le Canada au plus haut point, et la CPE est leur cadre de discussion. Ces dernières années, la Communauté s'exprime de plus en plus d'une seule voix sur un nombre croissant de sujets. En outre, la CPE dispose, par l'entremise de la Commission des communautés européennes, de mécanismes pour mettre en oeuvre la politique de la Communauté. Le meilleur exemple à cet égard est certainement le rôle de leader qu'a joué la Commission dans la coordination de l'aide occidentale aux pays de l'Europe de l'Est.

Il faut cependant différencier la CPE des relations extérieures de la Communauté européenne, même si les deux activités regroupent les mêmes intervenants la Commission et les ministres des Affaires étrangères de la CE. Les relations extérieures de la CE traitent des compétences internationales de la Communauté définies dans les traités constitutifs de la CE, c'est-à-dire la politique commerciale, la pêche, l'assistance économique, etc.

## Fiche documentaire sur la Communauté européenne

### Données politiques

Capitales :	Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg
Superficie :	2 361 680 km <sup>2</sup>
Population :	343 millions
Taux de change :	1 écu = 1,41 \$ (mars 1991)
Langues :	Allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais

Président de la Commission  
(depuis 1985) :

M. Jacques Delors (Français)

Vice-président :

M. Frans Andriessen (Néerlandais)

Principaux partis politiques :

Le groupe socialiste (GS), le Parti du peuple européen (chrétiens-démocrates, CD), les démocrates européens (conservateurs, Cons.), le groupe des libéraux et des réformistes démocratiques (Lib.), les communistes (Com.), le groupe arc-en-ciel (Verts)

Type de gouvernement :

Parlement européen composé de 518 membres élus pour 5 ans

Répartition des sièges  
(scrutin de juin 1989) :

GS	180	Verts	39
CD	123	Cons.	34
Lib.	44	Autres	57
Com.	41		

### Données économiques \*

Directeur des Relations et de la  
Politique commerciale extérieures :

M. Frans Andriessen (Néerlandais)

Directeur des Affaires économiques  
et financières :

M. Henning Christophersen (Danois)

PIB :

6 018 milliards \$

PIB par habitant :

17 526 \$

Taux de croissance du PIB :

2,9 % (est.)

Taux de chômage :

8,5 % (est.)

Taux d'inflation :

5,7 %

Importations :

640 milliards \$ (11,3 milliards \$ du Canada en 1989)

Exportations :

610 milliards \$ (14,9 milliards \$ au Canada)

Investissements cumulatifs canadiens  
dans la CEE :

18 milliards \$

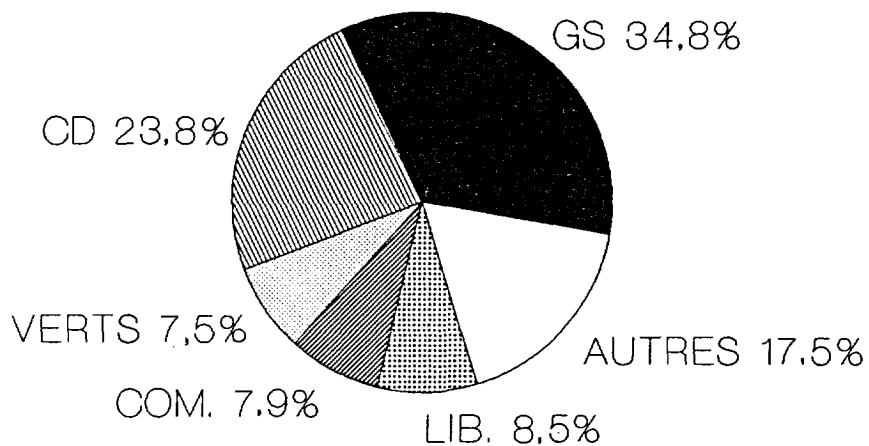
Investissements cumulatifs de la CEE  
au Canada :

30 milliards \$

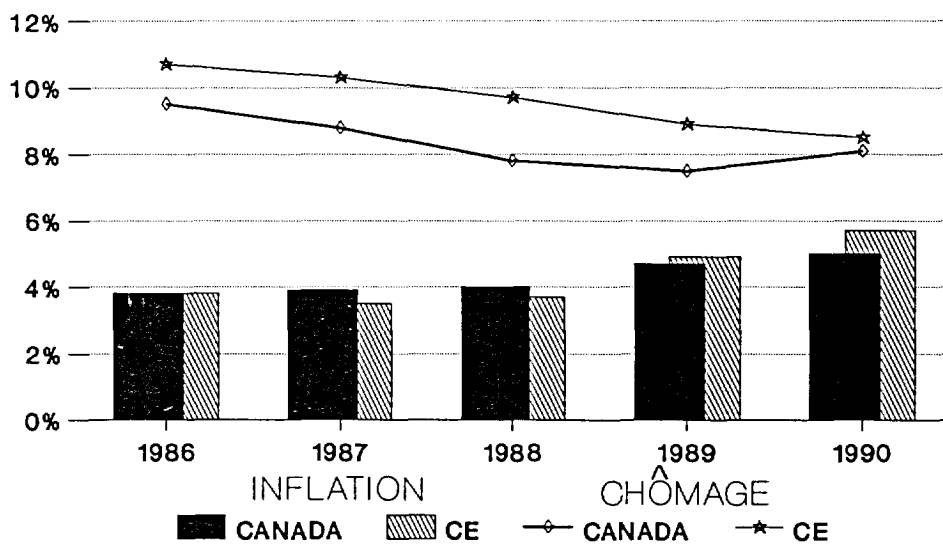
---

\* Données de 1990 à moins d'indication contraire.

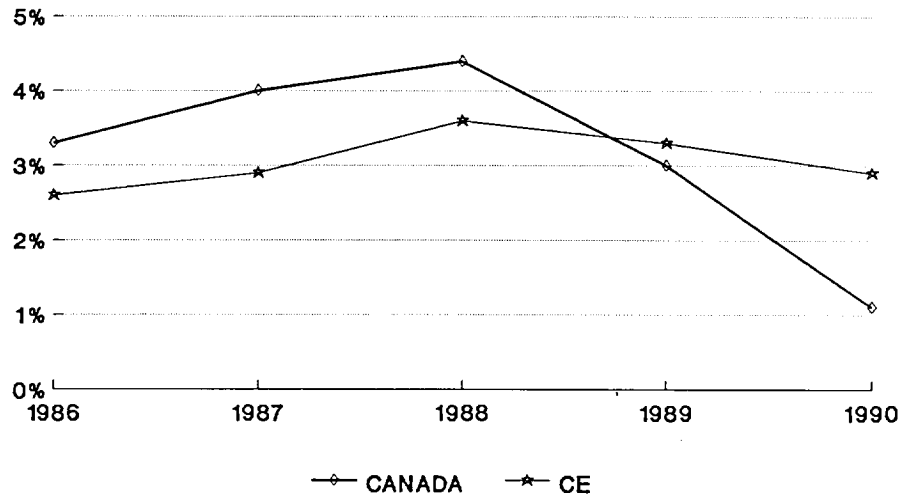
## RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1989



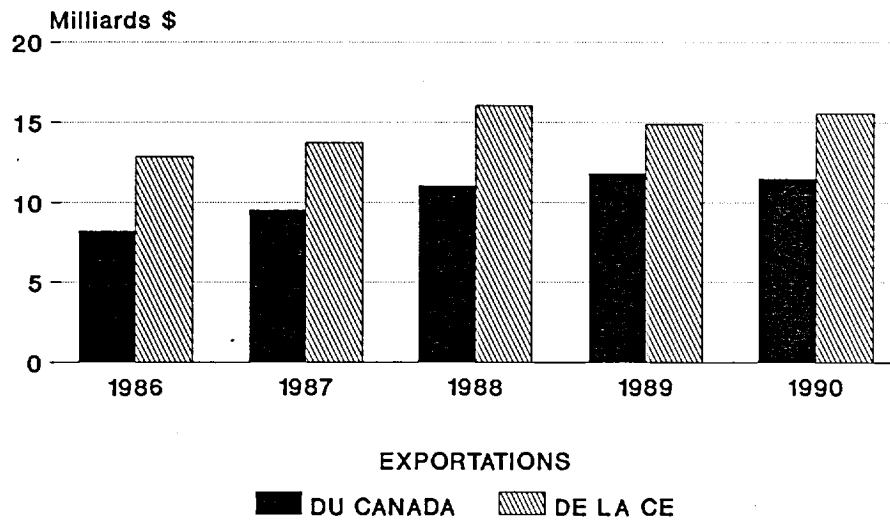
## INFLATION ET CHÔMAGE CANADA - CE



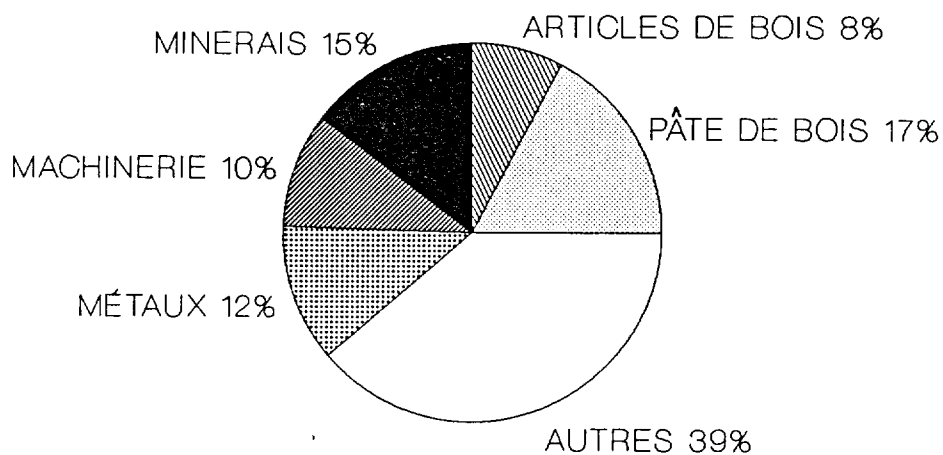
## TAUX DE CROISSANCE DU PIB



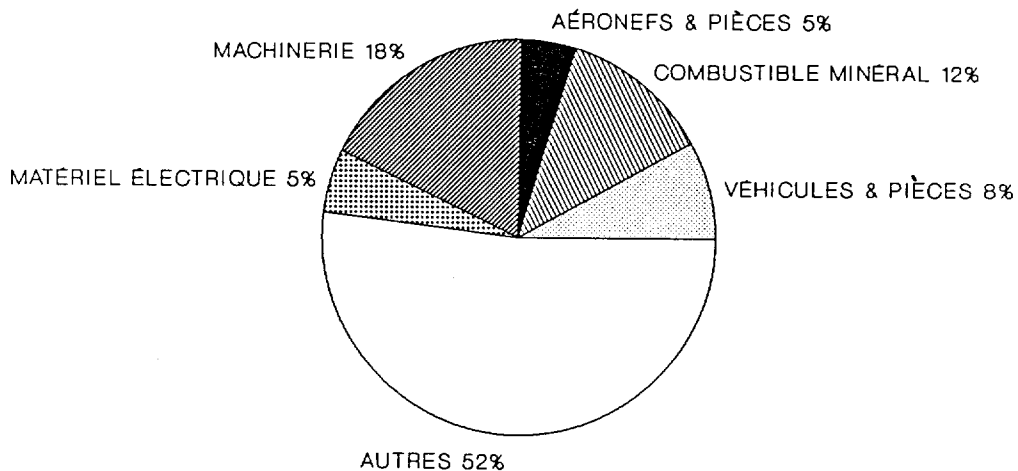
## COMMERCE BILATÉRAL CANADA - CE



## EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA CE EN 1989



## EXPORTATIONS DE LA CE AU CANADA EN 1989



## Les relations bilatérales Canada – Luxembourg

Le Canada entretient de bonnes relations avec le Luxembourg. La plus récente initiative dans le cadre de nos relations bilatérales est la signature, en janvier 1989, d'une Convention pour éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale.

Les intérêts et les opinions de nos deux pays s'expriment surtout par le biais d'institutions internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la Francophonie. En novembre 1990, la Déclaration sur les relations entre le Canada et la CE a permis un rapprochement entre le Canada et l'Europe des Douze et il revient au Luxembourg, durant sa présidence, de renforcer le dialogue politique et les liens transatlantiques.

Les exportations luxembourgeoises vers le Canada se chiffraient à 27 millions \$ en 1989, et les exportations canadiennes à 3,7 millions \$. Le Luxembourg ayant une union douanière avec la Belgique, il n'y a pas de statistiques séparées au titre des investissements étrangers; néanmoins, les investissements de ces deux pays au Canada étaient évalués à 480 millions \$ (1988), alors que les investissements canadiens en Belgique et au Luxembourg atteignaient 139 millions \$ (1986).

Sur le plan des relations diplomatiques, le grand-duc Jean a assisté aux Jeux Olympiques de Calgary en février 1988 et le ministre des Affaires étrangères, Jacques Poos, est venu rencontrer son homologue canadien en janvier 1991.

## La situation politique du Luxembourg

Le gouvernement du grand-duché, dirigé depuis juillet 1984 par le Premier ministre Santer, est une coalition formée du Parti chrétien social et du Parti socialiste. Le système politique luxembourgeois est avant tout fondé sur le consensus et la concertation, ce qui permet à tous les courants politiques d'être représentés. Les dernières élections, qui ont eu lieu en juin 1989, n'ont pas modifié l'échiquier politique en profondeur, mais les trois principaux partis ont perdu des voix au profit de nouvelles formations politiques.

Chacun des deux partis de la coalition gouvernementale, qui a conservé 40 sièges sur les 60 de la Chambre, a perdu trois sièges, tout comme l'opposition libérale. Les écologistes, ainsi qu'un nouveau parti prônant l'élimination des inégalités à la retraite ont récolté les votes perdus par les partis traditionnels. Les efforts des grands partis de se présenter comme avocats de l'environnement n'ont pas suffi à éviter le déplacement des votes vers les écologistes. Le succès du comité d'action sur les pensions a démontré que l'opinion publique était sensible à cette inégalité.

Le Luxembourg a connu après la Seconde Guerre mondiale une immigration massive en provenance notamment du Portugal et de l'Italie, immigration qui fut bien acceptée à cause de la dénatalité et du manque de main-d'oeuvre que connut le pays durant cette période. Ces communautés s'intègrent progressivement à la société luxembourgeoise et en constituent un élément permanent.

Le principal dessein du gouvernement luxembourgeois est de préserver la prospérité remarquable que le pays a atteint par suite de la transformation structurelle de son économie. À cette fin, le gouvernement tient à conserver les avantages que lui confère sa législation fiscale.



## La situation économique du Luxembourg

La situation économique du Luxembourg est, selon l'analyse de l'Organisation de coopération et de développement économiques, « l'une des plus favorables » des États membres de l'organisation, comme en témoigne une inflation de 3,7 % et un taux de chômage de 1,4 % en 1990. En fait, le pays ne connaît pas de chômage et emploie quelque 30 000 travailleurs frontaliers qui vivent en France, en Allemagne ou en Belgique. Une fiscalité allégée, l'effet positif de l'unification allemande et l'avènement du marché unique contribueront tous à la croissance économique du pays.

L'économie du grand-duché repose sur l'industrie métallurgique et de nombreuses industries moyennes et sur l'agriculture et la viticulture. L'économie luxembourgeoise a traversé une sérieuse crise au début des années 80, lorsque la sidérurgie a subi une restructuration profonde. Quoique ce secteur demeure important, (il représente encore 10 % du PIB par rapport à 30 % en 1974), son influence diminue progressivement.

Grâce à cette évolution de la sidérurgie et à un système bancaire libéral, le Luxembourg est devenu l'un des plus importants centres financiers en Europe. Les 170 établissements bancaires de la ville de Luxembourg, qui emploient 6,6 % de la population, ont une heureuse influence sur la vie économique générale, ce qui a sensiblement aidé le pays à surmonter les effets de la restructuration sidérurgique.

Les télécommunications sont un autre secteur important où le Luxembourg occupe une place importante. L'exemple le plus éclatant est celui de la compagnie RTL qui est le plus important contribuable du pays. Ceci témoigne du dynamisme et de l'envergure de ce champ d'activité.

Le pays étant un des centre administratifs des Communautés européennes, la présence d'environ 10 000 fonctionnaires a un effet positif sur l'économie et confirme sa vocation européenne. Toutefois, la volonté de centraliser les effectifs à Bruxelles risque à plus ou moins long terme de réduire le nombre de ces fonctionnaires.

Le secteur des services (banques, télécommunications et administration), fournit 65 % du PIB luxembourgeois, les industries de fabrication 25 % et l'agriculture 2,4 %.

## La politique étrangère du Luxembourg

La politique étrangère du Luxembourg, pays enclavé, est d'abord orientée vers le maintien de ses relations de bon voisinage et elle est influencée par la politique de la CEE. Le pays accorde une grande importance à ses relations avec la France, et maintient également des relations étroites avec la Belgique et les Pays-Bas en matière économique et politique. Bien que germanophone, le Luxembourg est francophile, les deux dernières guerres mondiales l'ayant éloigné quelque peu de l'Allemagne.

Son action en politique étrangère s'exerce largement au sein d'organisations multinationales et multilatérales, dont la Communauté économique européenne (CEE), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU). Membre du Benelux, ainsi que de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le Luxembourg a été l'un des membres fondateurs de la CEE et favorise en Europe une union politique et économique plus grande et plus efficace. Le Luxembourg participe également aux activités de la Francophonie.

Les vues luxembourgeoises au sein des grandes institutions internationales, notamment sur la sécurité et le désarmement, le dialogue Est-Ouest, les droits de la personne et autres questions de politique étrangère, sont souvent semblables aux nôtres. Lorsqu'il a assumé la présidence de l'Union de l'Europe occidentale en 1986-1987, le Luxembourg a donné un nouveau souffle à cette organisation qui vise à améliorer la concertation et la cohésion des Européens face aux questions de sécurité et de défense de l'Europe.

Le Luxembourg sera à la présidence du Conseil européen de janvier à juin 1991. Il devra assurer le suivi des conférences intergouvernementales sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire de la CE, tout en coordonnant au mieux la position des États membres sur les grandes questions d'actualité internationale.

## Fiche documentaire sur le Luxembourg

### Données politiques

Capitale :	Luxembourg
Superficie :	2 586 km <sup>2</sup>
Population :	375 000
Taux de change :	1 franc luxembourgeois (FL) = 0,03 \$ (mars 1991)
Langues :	Français, allemand, luxembourgeois
Chef de l'État :	Le grand-duc Jean (depuis 1964)
Type de gouvernement :	Monarchie constitutionnelle unicamérale. La Chambre des députés est composée de 60 membres élus pour 5 ans par représentation proportionnelle
Chef du gouvernement :	Le Premier ministre Jacques Santer
Ministre des Affaires étrangères :	M. Jacques Poos
Répartition des sièges (scrutin de 1989) :	22 chrétiens-sociaux (C. Soc.); 18 socialistes (Soc.); 11 démocrates (Dém.); 9 autres
Conseil d'État :	21 membres nommés par le Chef de l'État. Tribunal administratif remplissant certaines fonctions législatives

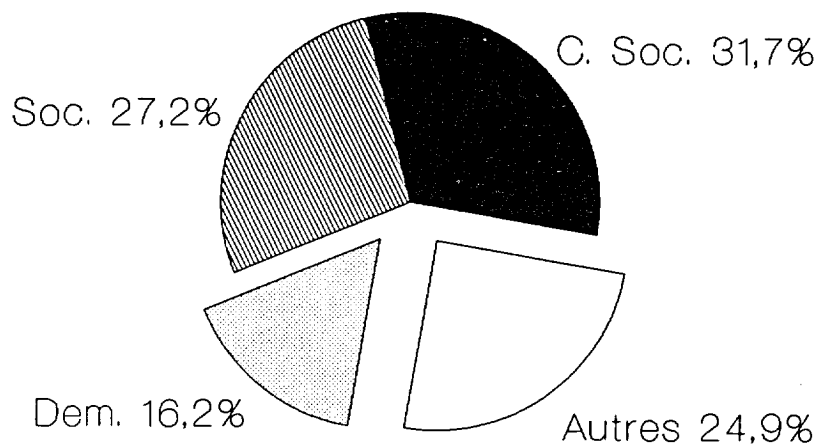
### Données économiques \*

Ministre du Commerce extérieur :	M. Jacques Poos
Ministre des Finances :	M. Jean-Claude Junker
PIB :	9,8 milliards \$
PIB par habitant :	26 200 \$
Taux de croissance du PIB :	3,4 %
Taux de chômage :	1,3 %
Taux d'inflation :	3,7 % (1990)
Dette nationale totale :	627 millions \$ (6,4 % du PIB)
Déficit budgétaire :	Aucun; surplus de 84,1 millions \$ (1990)
Importations :	7,2 milliards \$ (3,7 millions \$ du Canada)
Exportations :	6,3 milliards \$ (27 millions \$ au Canada)
Investissements cumulatifs canadiens au Luxembourg - Belgique (Union douanière) :	139 millions \$ (1986)
Investissements cumulatifs luxembourgeois/belges (Union douanière) au Canada :	480 millions \$ (1988)

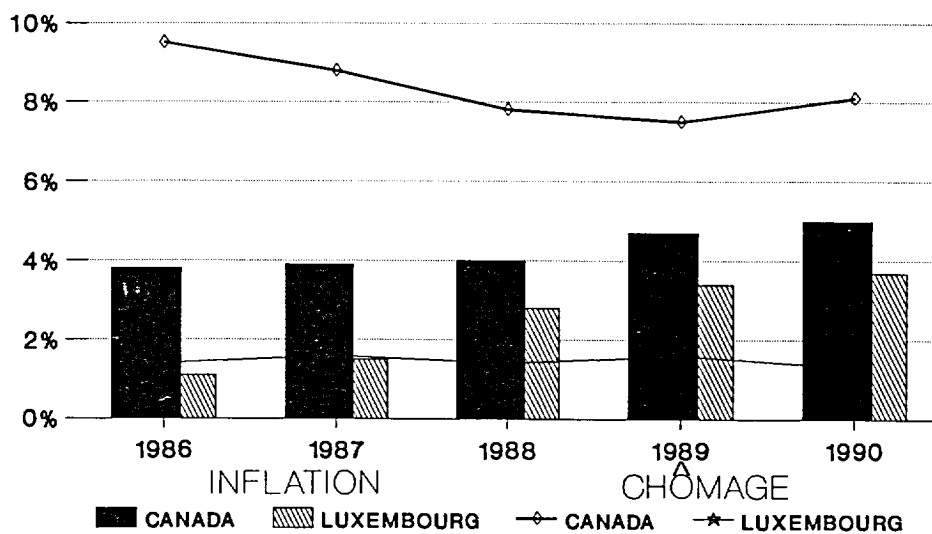
---

\* Données de 1989 à moins d'indication contraire.

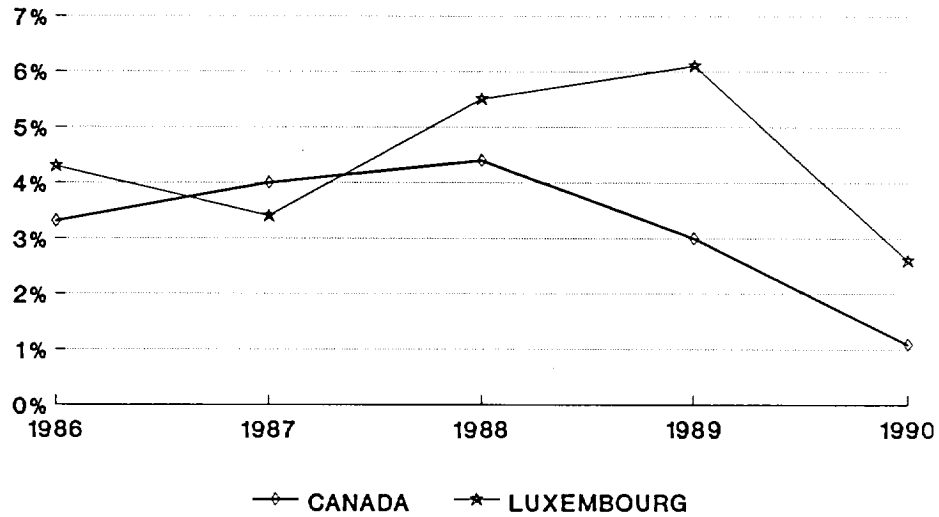
## RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1989



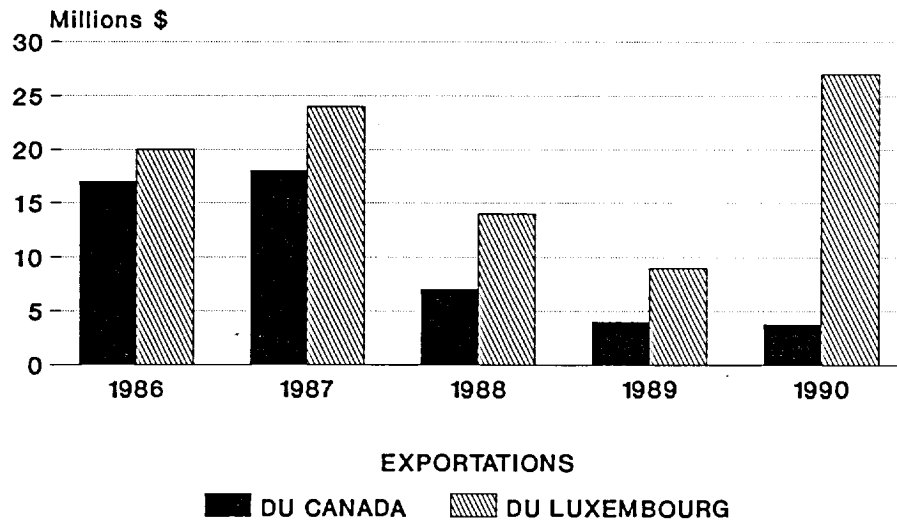
## INFLATION ET CHÔMAGE CANADA - LUXEMBOURG



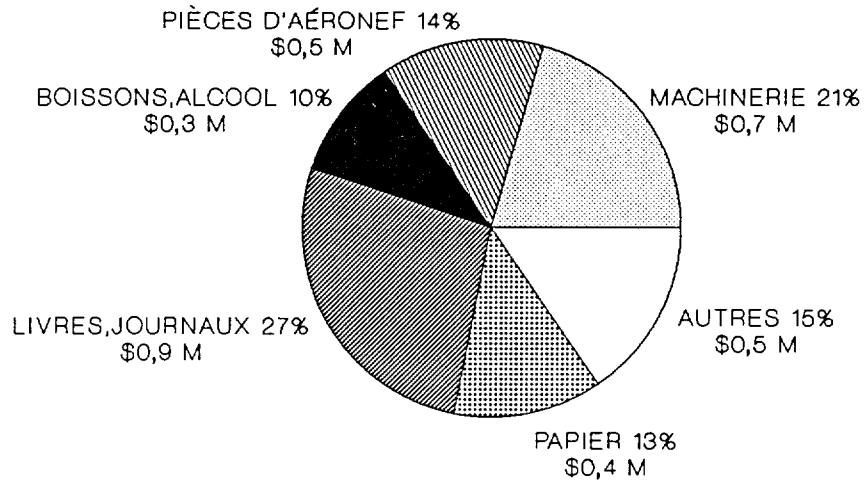
## TAUX DE CROISSANCE DU PIB



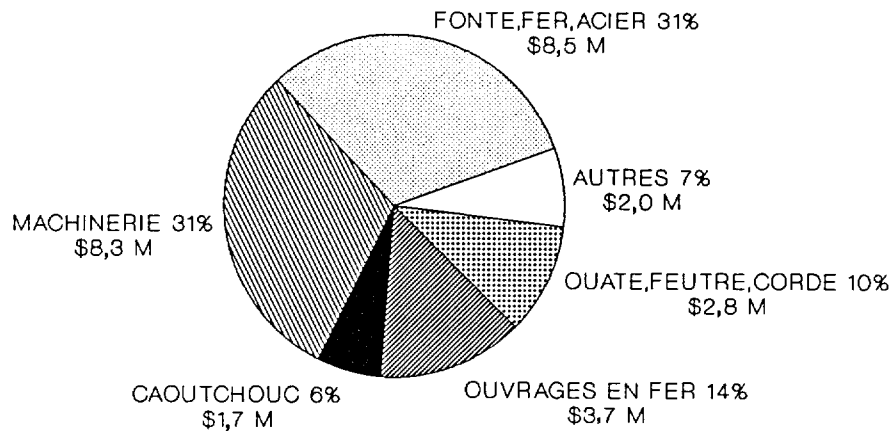
## COMMERCE BILATÉRAL CANADA - LUXEMBOURG



## EXPORTATIONS CANADIENNES AU LUXEMBOURG EN 1990



## EXPORTATIONS DU LUXEMBOURG AU CANADA EN 1990



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E  
3 5036 20073089 6

DUE DATE

FEB	<del>28</del>	<del>1975</del>	
FEB			

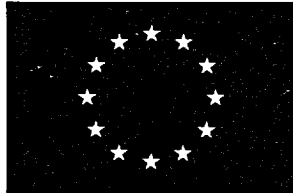
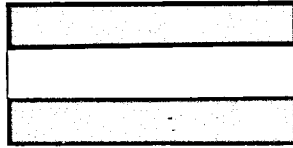
DOCS  
CA1 EA 91V31 EXF  
Visit to Canada by Jacques Sante  
Prime Minister of Luxembourg and  
President of the European Council  
and Jacques Delors, Pr  
43260426

60984 81800

doc  
CA1  
EA  
91V31  
EXF



.b2389228(E)  
.b238923X(F)



## **Visit to Canada**

by

**Jacques Santer**  
**Prime Minister of Luxembourg and**  
**President of the European Council**

and

**Jacques Delors**  
**President of the Commission of the**  
**European Communities**

**Briefing Book**

**April 12, 1991**



# **Visit to Canada**

by

**Jacques Santer**  
**Prime Minister of Luxembourg and**  
**President of the European Council**

and

**Jacques Delors**  
**President of the Commission of the**  
**European Communities**

**April 12, 1991**

NON - CIRCULATING /  
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

OCT 8 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43.260.126



External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

*Printed on  
recycled paper*



*Imprimé sur du  
papier recyclé*

## **Contents**

Prime Minister of Luxembourg and President of the European Council Jacques Santer	1
President of the Commission of the European Communities Jacques Delors	3
Prime Minister Brian Mulroney	5
Secretary of State for External Affairs Joe Clark	7
Minister for International Trade John Crosbie	9

## **The European Community**

Canada-European Community Bilateral Relations	11
The Future of the European Community	12
The European Community and its Institutions	13
The European Community and the World	14
European Community - Fact Sheet	15

## **Luxembourg**

Canada-Luxembourg Bilateral Relations	19
Luxembourg - Political Situation	20
Luxembourg - Economic Situation	21
Luxembourg - Foreign Policy	22
Luxembourg - Fact Sheet	23

**Prime Minister of Luxembourg and  
President of the European Council  
Jacques Santer**

Born in Luxembourg in 1937, Jacques Santer studied law and politics in Paris, where he obtained a doctor of laws degree. From 1961 to 1965 Mr. Santer worked in the Luxembourg Court of Appeal, becoming cabinet attaché to the minister of labour and social security, and then government attaché from 1965 to 1966.

From 1966 to 1972, Mr. Santer was parliamentary secretary of the Christian Socialist Party. He next served as secretary general of the party (1972-1974) and then president (1974-1979). As a member of the government, Mr. Santer was secretary of state for cultural and social affairs from 1972 to 1974, then minister of finance, labour and social security from 1979 to 1984.

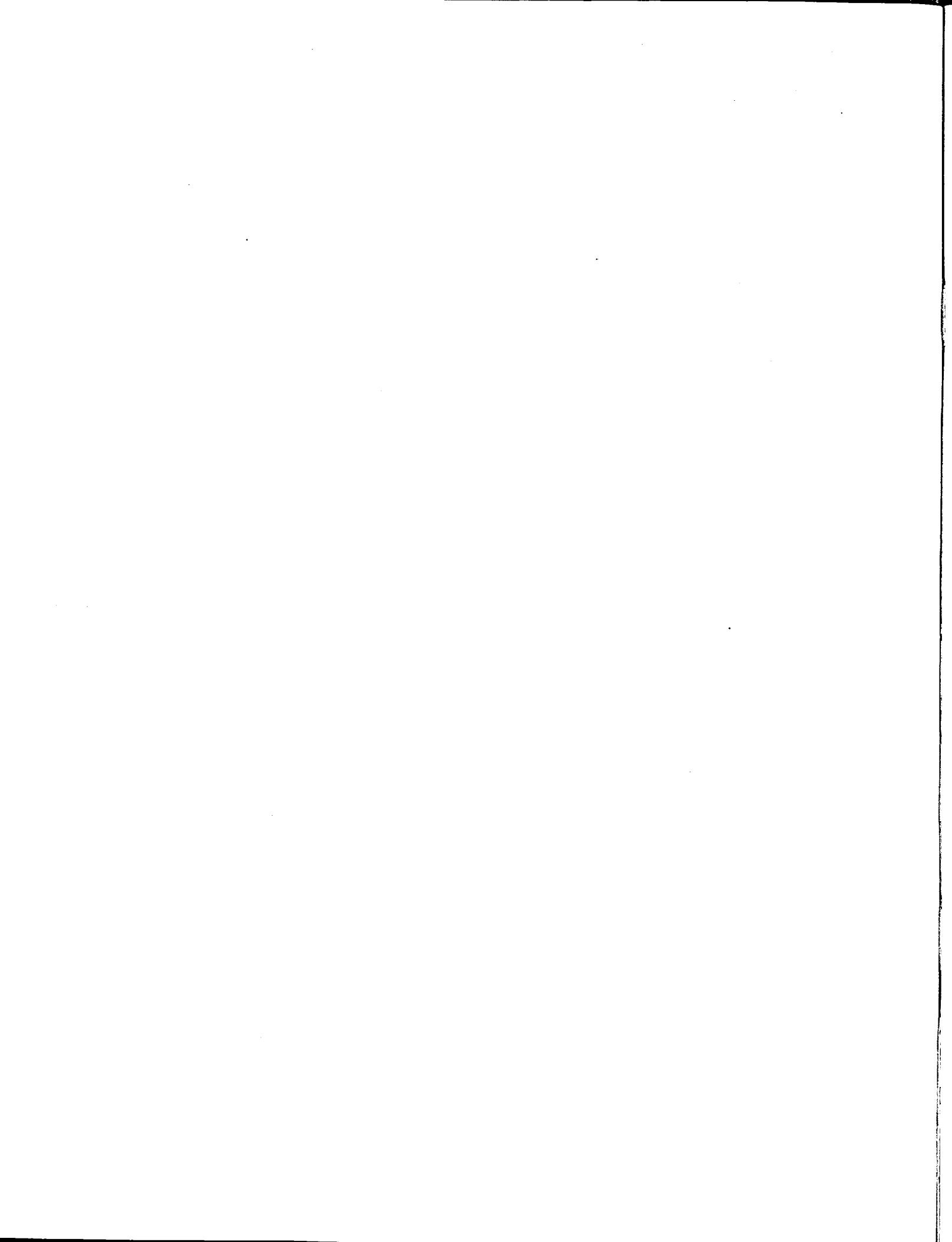
During the next five years he was, successively, president of the government, minister of state, and minister of finance. In July 1989, Mr. Santer took on the following roles, which he still holds: prime minister, minister of state, minister of the treasury, and minister of cultural affairs.

A keen participant in European politics, Mr. Santer was a member of the European parliament from 1975 to 1979. During his tenure as president of the Council of Europe in 1985, the first revision of the Treaties of the European Communities was successfully negotiated: the Single European Act would unite the 12 members of the European Community into a single market in 1992.



Mr. Santer also served as governor of the World Bank from 1984 to 1989, and since August 1989 has been governor of the International Monetary Fund.

Mr. Santer is married and has two children.



President of the Commission  
of the European Communities  
Jacques Delors

Jacques Delors was born in Paris on July 20, 1925. He began his career in 1945 as a writer for the Bank of France. In the early 1950s Mr. Delors became involved in union activities.

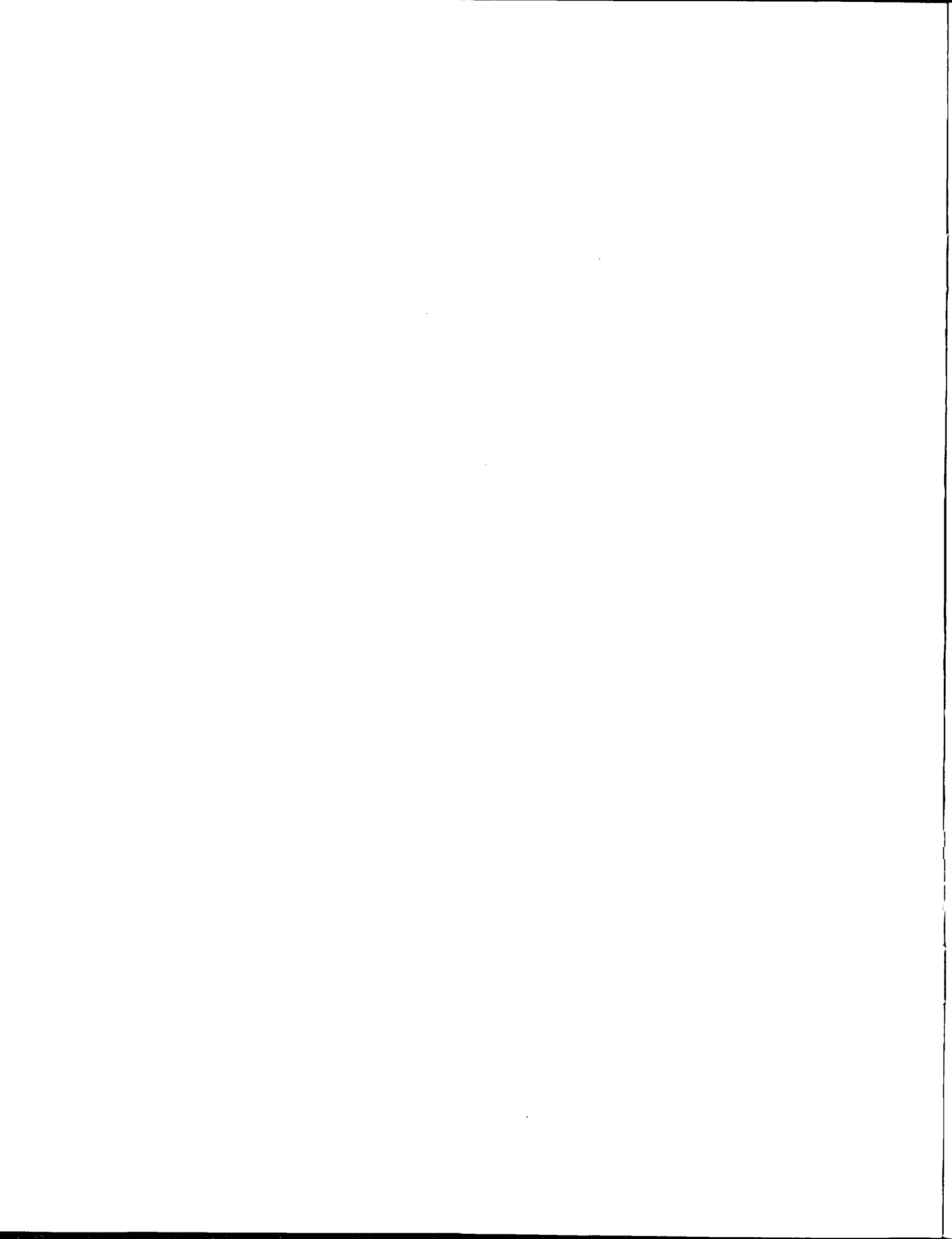
From 1962 to 1969 he was seconded from the Bank of France to create and direct the Social Affairs Service for the general commissariat of planning. In 1969, he was appointed counsellor for social and cultural affairs in the office of Prime Minister Chaban-Delmas. He also worked for the United Nations Social Development Research Institute.

In 1981 Mr. Delors was appointed minister of the economy and finance. In 1984 he left the French government and became president of the European Communities.

Jacques Delors is one of the main authors of the Single European Act (1992), and has promoted a European economic and monetary plan.

Mr. Delors is married and has two children.





## Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

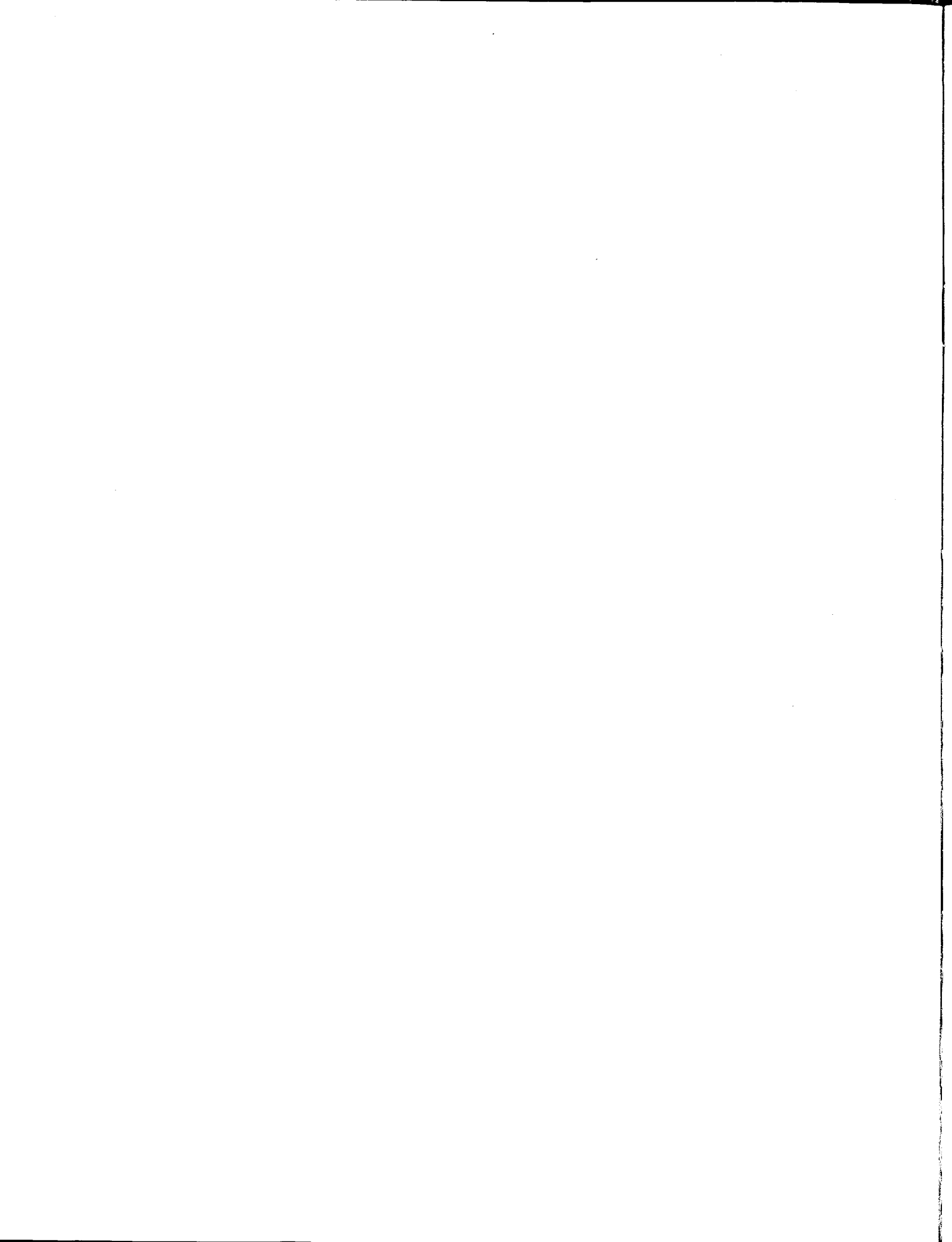
In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.





Secretary of State  
for External Affairs  
Joe Clark

Born in High River, Alberta, on June 5, 1939, Joe Clark holds a bachelor of arts degree in history and a master of arts degree in political science from the University of Alberta, as well as an honorary doctor of laws degree from the University of New Brunswick.

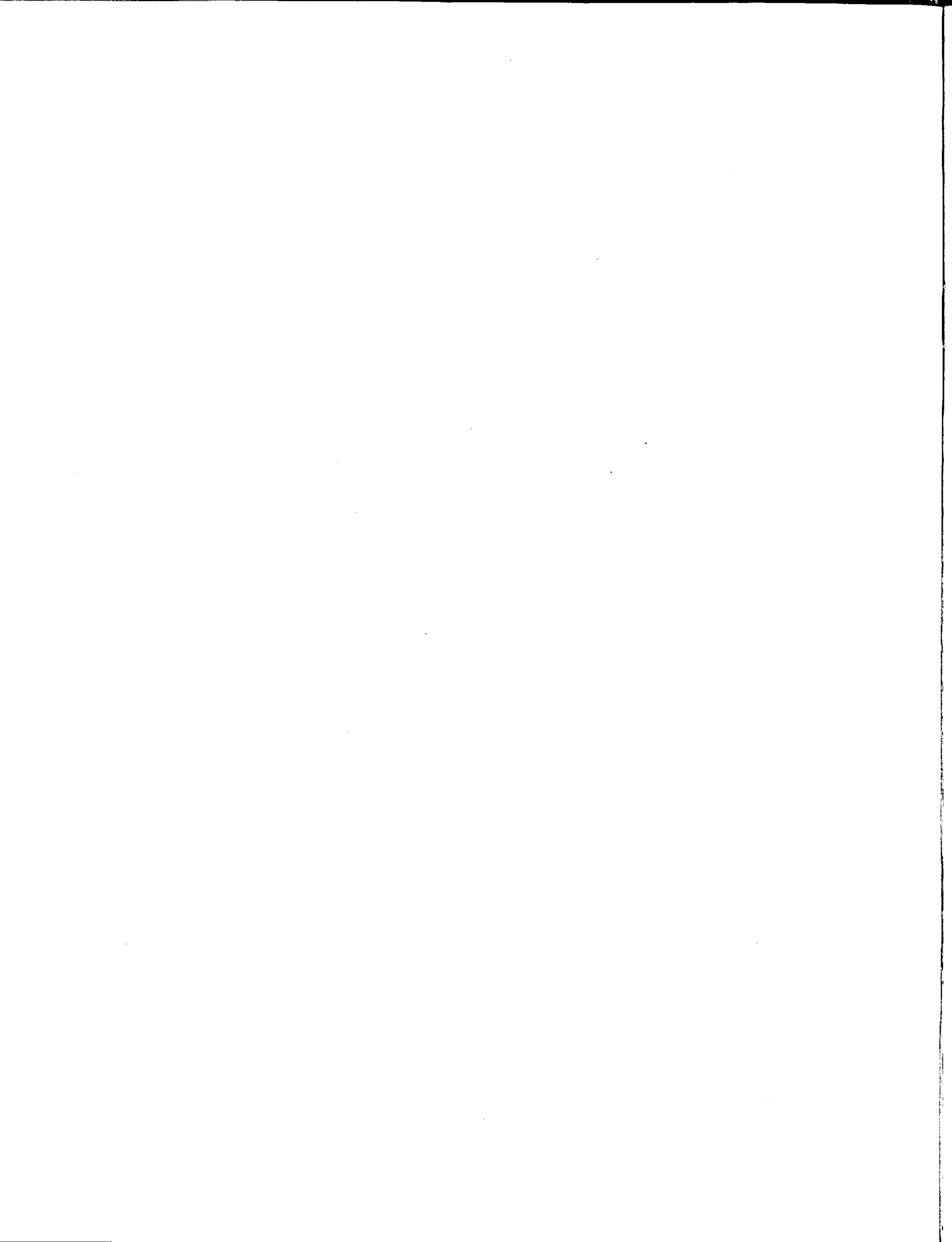
A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He has been reelected to the House in all successive elections up to and including 1988.

On February 22, 1976, Mr. Clark was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He was sworn in as prime minister on June 4, 1979, following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980.

Mr. Clark has focussed his attention on returning Canada to its traditional role of consistent and constructive internationalism since his appointment in 1984 as secretary of state for external affairs.

Mr. Clark is also chairman of the Cabinet Committee on Foreign and Defence Policy and vice-chairman of the Sub-Committee of the Priorities and Planning Committee on Trade.





Minister for  
International Trade  
John Crosbie

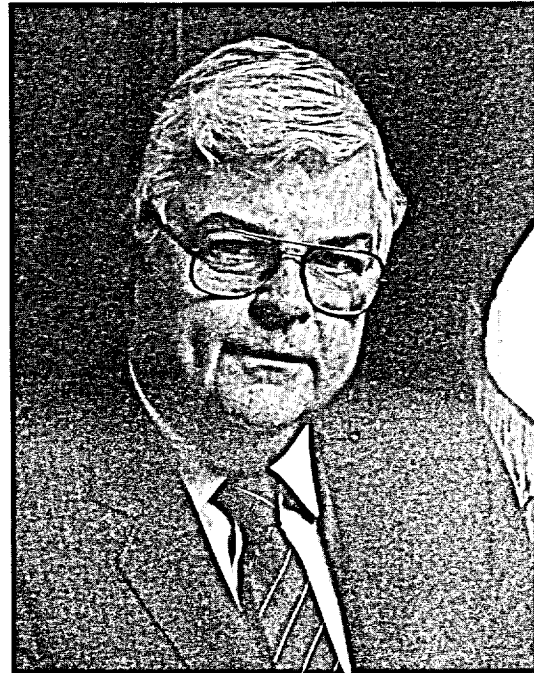
John Crosbie was born in St. John's, Newfoundland, on January 30, 1931. He holds a bachelor of arts degree in political science and economics from Queen's University and a degree in law from Dalhousie University. Following postgraduate studies at London University and the London School of Economics, Mr. Crosbie was called to the Newfoundland bar in 1957. He was awarded an honorary doctor of laws degree by Dalhousie University in 1984.

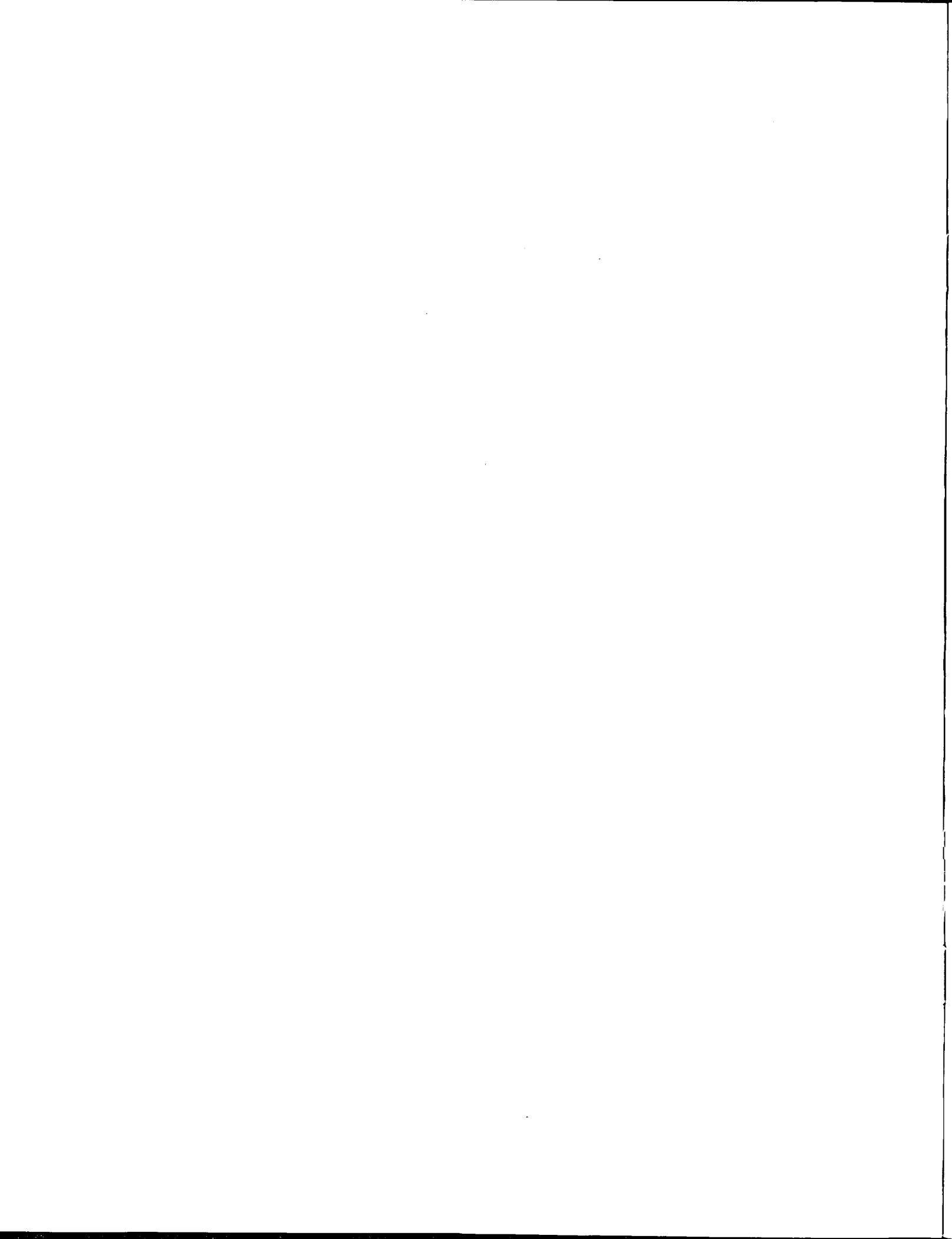
Mr. Crosbie was elected to the St. John's city council in 1965. First elected to the Newfoundland legislature in 1966, he served in a number of portfolios, including that of government house leader, until 1976.

Elected to the House of Commons in a by-election in 1976, Mr. Crosbie has been reelected in all successive elections up to and including 1988. He served as minister of finance in 1979, was appointed minister of justice and attorney general of Canada in 1984, minister of transport in 1986, and since 1988 has been minister for international trade.

Mr. Crosbie's current responsibilities include directing Canada's global trade activities and the Canada-U.S. Free Trade Agreement.

Mr. Crosbie is married to the former Jane Furneaux; they have three children.





## Canada-European Community Bilateral Relations

Canada has long devoted particular attention to its relations with the European Community (EC) and its 12 member states. The EC is Canada's second-largest trading partner.

In 1976, Canada and the EC signed a framework agreement to promote, diversify and develop commercial and economic exchanges. The two parties meet twice a year to promote and review economic activities.

In 1988, Canada and the EC undertook to consult each other on foreign policy questions within the framework of the European political co-operation process. These semi-annual consultations involve the Canadian secretary of state for external affairs, and the secretary's counterpart in the country which holds the EC presidency. (The presidency passes to a different member nation every six months.) Canada and the EC also carry out semi-annual consultations at the senior official level.

Recent events have helped emphasize the EC's importance to Canada. The adoption of the Single European Act in 1985 re-invigorated the process of European integration. It helped turn the EC into a beacon for the emerging democracies of Central and Eastern Europe. A strong and increasingly united Europe has been a major factor in speeding German unification.

The intergovernmental conferences on economic, monetary and political union will mark a further phase in the process of bringing Europe together. Canada is working to ensure its ties to the EC keep pace.

Since the beginning of 1990, political relations between Canada and the EC have increased appreciably. During the first six months, when Ireland held the EC presidency, Canada reinforced the existing consultation process and presented proposals for additional steps.

These initiatives were received positively by the EC in the final document of the Dublin Summit. The president of the European Community Foreign Affairs Council, Irish foreign affairs minister Gerard Collins, came to Ottawa in February 1990 for consultations with secretary of state for external affairs Joe Clark, who returned the visit in May.

In November 1990 Canada and the EC adopted a declaration on Canada-EC relations for the 1990s. This declaration will commit all parties to face together the challenges of the future. Mechanisms for political consultation will also be reinforced to include consultations among the Prime Minister of Canada and the presidents of the European Council and the Commission of the European Communities.

## The Future of the European Community

The European Community (EC), proud of becoming the first economic entity of its kind in the world and the focal point of the emerging democracies of Central and Eastern Europe, wishes to continue moving toward greater economic and political unity.

The Single European Act, which will make the EC a huge integrated market by 1992, is the first stage in the EC's progression toward economic and monetary union. The second stage, the creation of a central European bank, should begin in January 1994.

The European Council of Rome, held in December 1990, gave European leaders an opportunity to launch two intergovernmental conferences to determine the foundations and structures of economic, monetary and political union. The mandate of both conferences points clearly toward greater integration. Conference deliberations must be concluded by the end of 1992.

While the conference on economic and monetary union will consider the mechanisms of economic integration, the one on political union will focus on EC institutions and their powers, the democratic legitimacy of the EC, and the future establishment of decision-making centres.

Corresponding to this inward integration is an outward expansion, evident in the applications for EC membership received from, or being considered by, several neighbouring countries.

## The European Community and its Institutions

### Background

Facing a Europe devastated by the Second World War, a visionary group of European politicians including Jean Monnet, Robert Schuman and Konrad Adenauer resolved to help prevent another major conflict by laying the foundation of a Europe that would be united and free from nationalism and rancour. Europe would be constructed in stages, "brick by brick," and in a way that it could not be torn down.

The goal of the European Community was economic, and then political, reconciliation among the peoples of Europe. This would be achieved through community institutions on which Europe would be founded.

Originally these institutions were designated in terms of "communities." These were the European Coal and Steel Community (ECSC), established in 1951; the European Economic Community (EEC), founded in 1957 by the Treaty of Rome; and the European Atomic Energy Community (EURATOM), whose treaty was also signed in 1957.

By 1967, the three institutions were increasingly being perceived as part of a single "community" and were combined under a single council of ministers and a single commission in charge of applying their treaties.

### Institutions

#### *Commission of the European Communities*

The Commission of the European Communities is divided into 22 branches which, like government departments, deal with sectoral fields. The commission's role is to see that the terms of treaties are applied; to formulate recommendations or opinions concerning the treaties; to participate in preparing the work of the Council of Ministers and of the European Parliament; and to exercise the mandate conferred by the Council of Ministers.

#### *European Council*

The European Council comprises heads of state and government of the member states. It meets at least twice a year in the capital of the country holding the presidency of the Council of Ministers (the presidency alternates every six months among the member states). The council discusses internal and foreign policy issues.

#### *Council of Ministers*

The Council of Ministers co-ordinates general economic policies of the member countries and makes decisions on applying treaties. Cabinet ministers in the government of each member state take turns as council members according to the subject being discussed. The foreign affairs, economic, finance and agriculture councils normally meet once a month.

#### *European Parliament*

The European Parliament advises on community legislation, examines the budget, and exercises democratic control over the executive bodies of the communities, the Council of Ministers and the commission.

#### *Court of Justice*

The Court of Justice sees that the laws are observed when treaties establishing the communities are applied and interpreted, and when rulings by the Council of Ministers or the commission are implemented. The 13 judges and six advocates-general are appointed by member states for renewable terms of six years.

#### *Court of Auditors*

The Court of Auditors controls the budget. It consists of 12 members appointed for six years by the Council of Ministers. It examines the legality and regularity of the community's receipts and expenditures and the budget's financial management.



## The European Community and the World

Although there is no single entity within the European Community (EC) that handles foreign affairs, the EC and its member states work together in several areas. The EC maintains diplomatic relations with more than one hundred countries and numerous international organizations. It takes part in international conferences on trade and development, as well as in North-South dialogue with developing countries. The United Nations recognizes the EC as an observer.

In the 1980s, the EC realized it had become an economic giant but nevertheless remained a political dwarf. Its members decided to consult among themselves more often and inform one another of their foreign policy initiatives. The Single European Act that came into force on July 1, 1987, enshrined this consultation procedure – called European Political Co-operation (EPC) – and established a secretariat to assist the president in planning and implementing EPC activities.

The EC has signed trade and co-operation agreements with numerous countries, including Canada. The EC is party to 37 international conventions, including 17 on its own, that is, without the member states having signed. It has committed significant funding (12 billion European Currency Units (ECUs) for 1990-95) to assist and invest in the 69 developing countries belonging to the African, Caribbean and Pacific (ACP) group which is party to the Lomé Convention.

The EC members are countries whose foreign policy decisions are of greatest significance to us, and the EPC is their forum of discussion. In recent years the EC has expressed itself with one voice on a number of subjects. The Commission of the European Communities also provides the EPC with the means for implementing EC policy. The best example in this regard is undoubtedly the leading role played by the commission in co-ordinating Western assistance to East European countries.

However, the EPC must be distinguished from the EC's external relations, even though the commission and the EC's ministers of foreign affairs are involved in both activities. The EC's external relations concern its international jurisdictions as prescribed in the EC's constituent treaties (trade policy, fisheries, economic assistance, and so on).

## European Community – Fact Sheet

### Political Data

Capitals:	Brussels, Strasbourg, Luxembourg
Total area:	2,361,680 km <sup>2</sup>
Population:	343 million
Currency:	European Currency Unit (ECU) 1 ECU = \$1.41 (March 1991)
Languages:	Danish, Dutch, English, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish
President of the Commission:	Since 1985, Jacques Delors (French)
Vice-president:	Frans Andriessen (Dutch)
Main political parties:	Socialist Group (SG); European People's Party (Christian Democrats, CD); European Democrats (Conservatives, Cons.); Liberal and Democratic Reformist Group (Lib.); Communists (Com.); Rainbow Group (Green)
Type of government:	European Parliament composed of 518 members elected for 5 years

### Distribution of seats following June 1989 election:

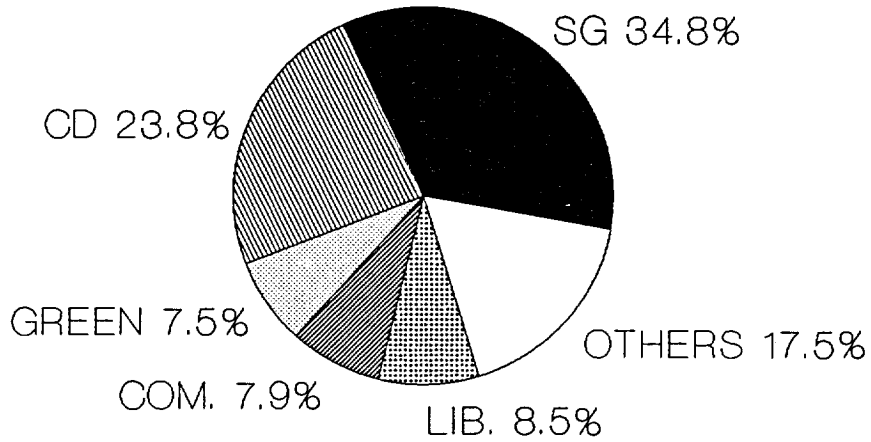
SG	180	Green	39
CD	123	Cons.	34
Lib.	44	Others	57
Com.	41		

### Economic Data \*

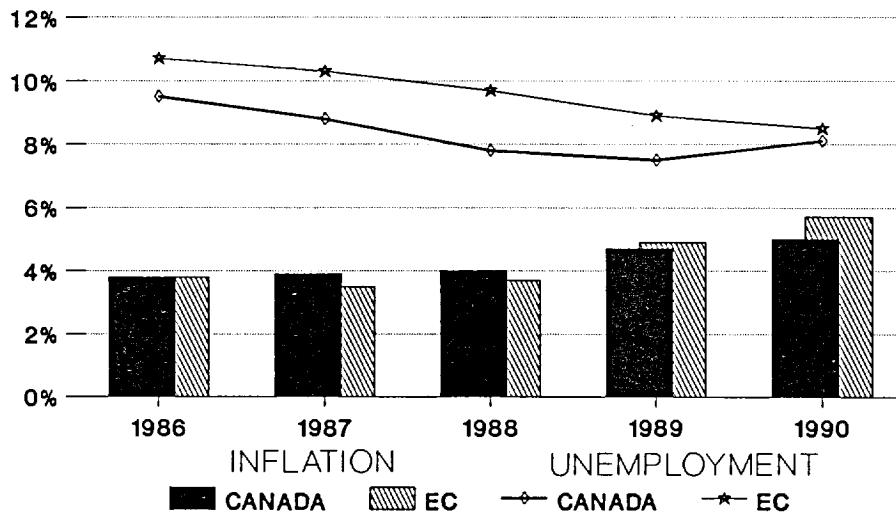
Head of external relations and trade policy:	Frans Andriessen (Dutch)
Head of economic and financial affairs:	Henning Christophersen (Danish)
GDP:	\$6,018 billion
GDP per capita:	\$17,526
GDP growth rate:	2.9% (est.)
Unemployment rate:	8.5% (est.)
Inflation rate:	5.7%
Imports:	\$640 billion, of which \$11.3 billion was imported from Canada (1989)
Exports:	\$610 billion, of which \$14.9 billion was exported to Canada
Total Canadian investments in the EC:	\$18 billion
Total EC investments in Canada:	\$30 billion

\* 1990 figures unless otherwise specified

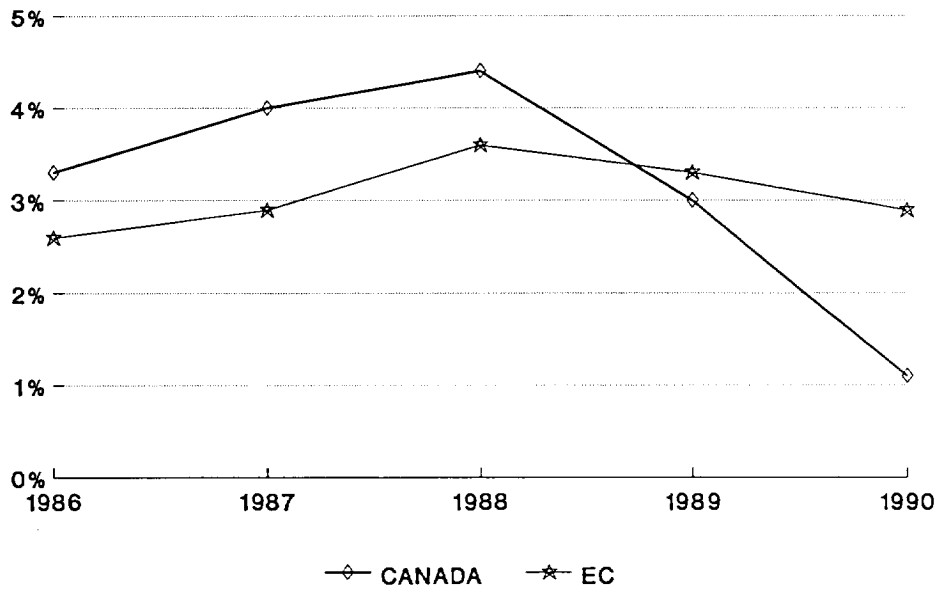
## SHARE OF VOTE IN 1989 ELECTION



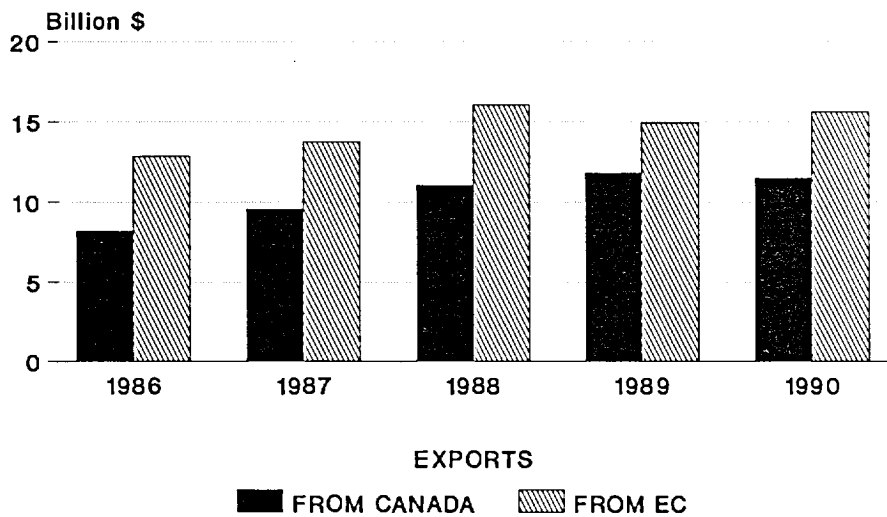
## INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA-EC



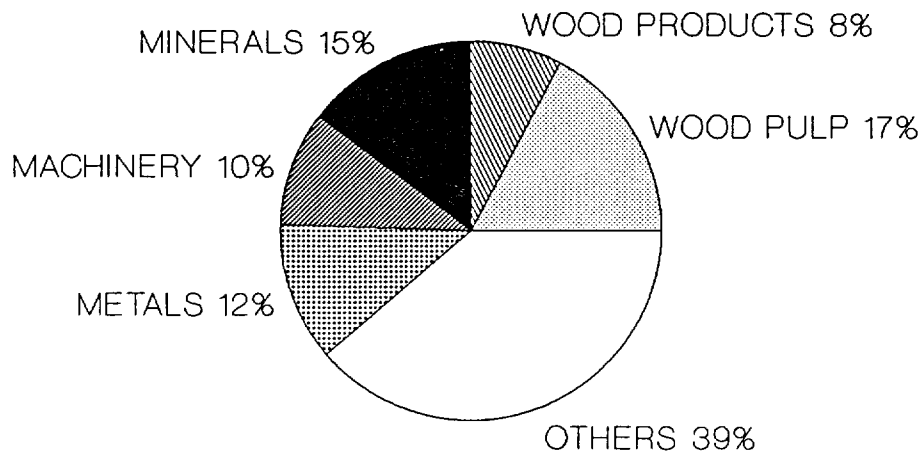
## GDP GROWTH RATE



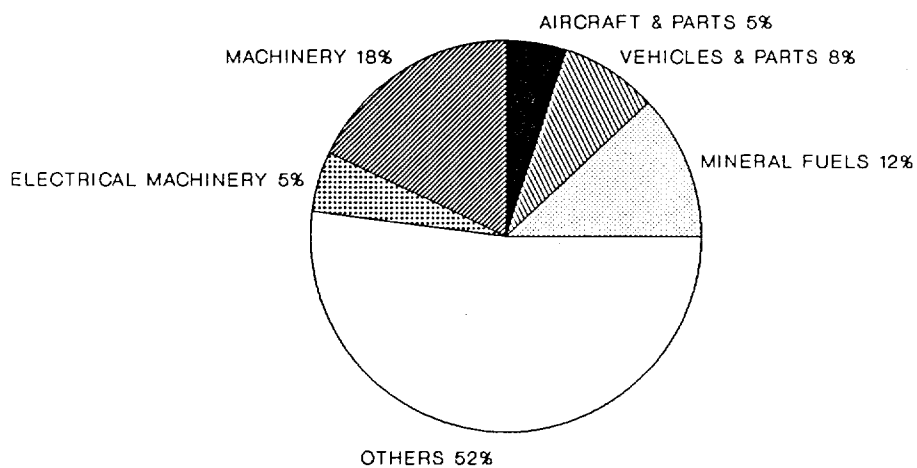
## BILATERAL TRADE CANADA-EC



## CANADIAN EXPORTS TO EC IN 1989



## EC EXPORTS TO CANADA IN 1989



## Canada-Luxembourg Bilateral Relations

Canada maintains good relations with Luxembourg. The most recent initiative between our two countries was the signing, in January 1989, of the Convention to Avoid Double Taxation and to Prevent Tax Evasion.

Canada and Luxembourg's shared views and interests are mainly expressed through international institutions such as the United Nations (UN), the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE), the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and la Francophonie. In November 1990, the Declaration on Relations between Canada and the EC brought Canada and the 12 member states of the EC closer together; it is responsibility of Luxembourg, during its presidency, to strengthen this political dialogue and transatlantic ties.

Luxembourg's exports to Canada totalled \$27 million in 1989, Canada's a mere \$3.7 million. Since Luxembourg belongs to a customs union with Belgium, separate foreign investment statistics are not compiled. However, investment in Canada by Belgium and Luxembourg was estimated at \$480 million in 1988, while Canadian investment in these two countries totalled \$139 million in 1986.

Official visits have included Grand Duke Jean's attendance at the Calgary Olympic Games in February 1988 and the meeting between foreign affairs minister Jacques Poos and his Canadian counterpart in January 1991.

## Luxembourg – Political Situation

Since July 1984, the government of the grand duchy has been led by Prime Minister Jacques Santer in a coalition formed by the Christian Socialist Party and the Socialist Party. Luxembourg's political system is based primarily on consensus and consultation, so that all currents of political thought are represented. The most recent elections, held in June 1989, did not radically alter the political scene, but the three major parties lost ground to new political groups.

Although the two-party government coalition retained 40 of 60 seats in the Chamber of Deputies, both parties lost three seats, as did the Liberal opposition. Ecologists and a new party opposing inequalities in pension income reaped the lost votes. Efforts by the major parties to portray themselves as advocates of the environment did not stop votes from shifting to the ecologists; and the success of a pension action committee demonstrated that public opinion was sensitive to this disparity.

Massive immigration from Portugal and Italy has been well accepted owing to a declining birth rate and scarcity of labour after the Second World War. People from these countries are gradually becoming a permanent part of Luxembourg society.

The basic challenge facing the government is to maintain the remarkable prosperity that Luxembourg has achieved by restructuring its economy. Above all, the government wants to preserve the benefits of its tax legislation.

## Luxembourg – Economic Situation

The Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) considers Luxembourg's economy "one of the most favourable" among its member states. In 1990, Luxembourg's inflation rate was 3.7%; unemployment was 1.4%.

Luxembourg employs some 30,000 frontier workers living in France, Germany or Belgium. Reduced taxation, the positive impact of German unification, and the coming of the single market will all help maintain economic growth.

The grand duchy's economic structure is founded on metallurgy and other medium-size industries, as well as agriculture and grape growing. Luxembourg's economy experienced a serious crisis in the early 1980s when the iron and steel industry was radically restructured. While this sector remains important, representing 10% of the gross domestic product (GDP), its influence is gradually diminishing. (Iron and steel represented 30% of GDP in 1974.)

Thanks to a liberal banking system, Luxembourg has become one of Europe's major financial centres; and this has helped it overcome the effects of the iron and steel crisis. The city of Luxembourg has 170 banks employing 6.6% of the population.

Telecommunications is another key sector where Luxembourg plays a leading role. An outstanding example is the RTL firm, which is the country's largest taxpayer. This testifies to the vitality and scope of the sector.

Luxembourg is one of the administrative centres of the EC; and the presence of some 10,000 public servants has a positive impact on the economy and confirms the country's role in Europe. Nevertheless, proposals to centralize staff in Brussels may eventually reduce the number of public servants.

The service sector (banks, telecommunications and government) provides 65% of Luxembourg's GDP; manufacturing, 25%; and agriculture, 2.4%.



## Luxembourg – Foreign Policy

Since Luxembourg is landlocked, its foreign policy focusses on good-neighbour relations and is influenced by EEC policies. The country attaches great importance to its relations with France and also maintains close economic and political ties with Belgium and the Netherlands. Although German-speaking, Luxembourg has affinities with France and has been distanced somewhat from Germany by two world wars.

Luxembourg's foreign relations are conducted chiefly in multinational and multilateral institutions, including the EEC, the North Atlantic Treaty Organization (NATO), the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), and the United Nations (UN). A Benelux country and a member of the Belgium-Luxembourg Economic Union, Luxembourg was one of the founding members of the EEC and is promoting greater and more effective European economic and political union. Luxembourg also takes part in la Francophonie.

The views expressed by Luxembourg in major international institutions, especially on security and disarmament, East-West dialogue, human rights and other foreign policy issues, often resemble those of Canada. When it held the presidency of the Western European Union (1986-87), Luxembourg led the revitalization of this organization, which aims to improve consultation and cohesion among Europeans on security and defence issues.

Luxembourg holds the presidency of the European Council from January to June 1991. It will ensure there is follow-up to intergovernmental conferences on EC political, economic and monetary union, and it will improve the co-ordination of member state positions on major international issues.

## Luxembourg – Fact Sheet

### Political Data

Capital:	Luxembourg
Total area:	2,586 km <sup>2</sup>
Population:	375,000
Currency:	Luxembourg franc (LF) 1 LF = 3¢ (March 1991)
Languages:	French, German and Letzeburgesch
Head of state:	Grand Duke Jean (since 1964)
Type of government:	Constitutional monarchy, unicameral The Chamber of Deputies has 60 members elected for five years by proportional representation
Head of government:	Prime Minister Jacques Santer
Minister of foreign affairs:	Jacques Poos
Distribution of seats following 1989 election:	Christian Socialists (C. Soc.), 22; Socialists (Soc.), 18; Democrats (Dem.), 11; others, 9
Council of States:	21 members appointed by the head of state Administrative tribunal which fulfils certain legislative functions

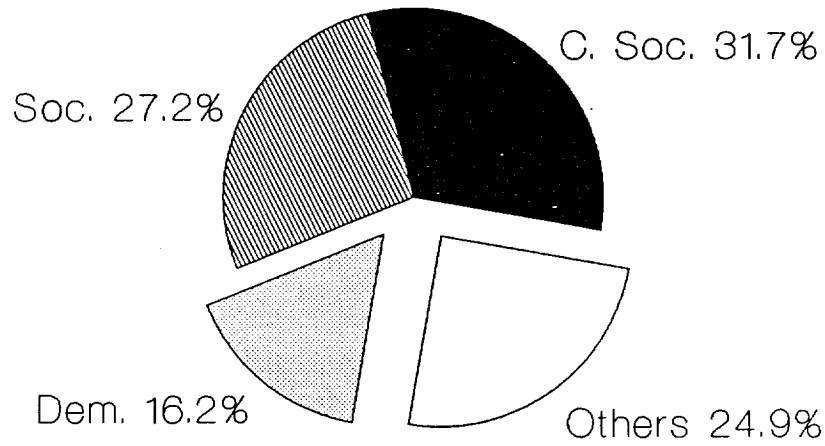
### Economic Data \*

Minister of external trade:	Jacques Poos
Minister of finance:	Jean-Claude Junker
GDP:	\$9.8 billion
GDP per capita:	\$26,200
GDP growth rate:	3.4%
Unemployment rate:	1.3%
Inflation rate:	3.7% (1990)
Total national debt:	\$627 million (6.4% of GDP)
Budget deficit:	none; surplus of \$84.1 million (1990)
Imports:	\$7.2 billion (\$3.7 million imported from Canada)
Exports:	\$6.3 billion (\$27 million exported to Canada)
Total Canadian investments in Luxembourg–Belgium (Customs Union):	\$139 million (1986)
Total Luxembourg–Belgium (Customs Union) investments in Canada:	\$480 million (1988)

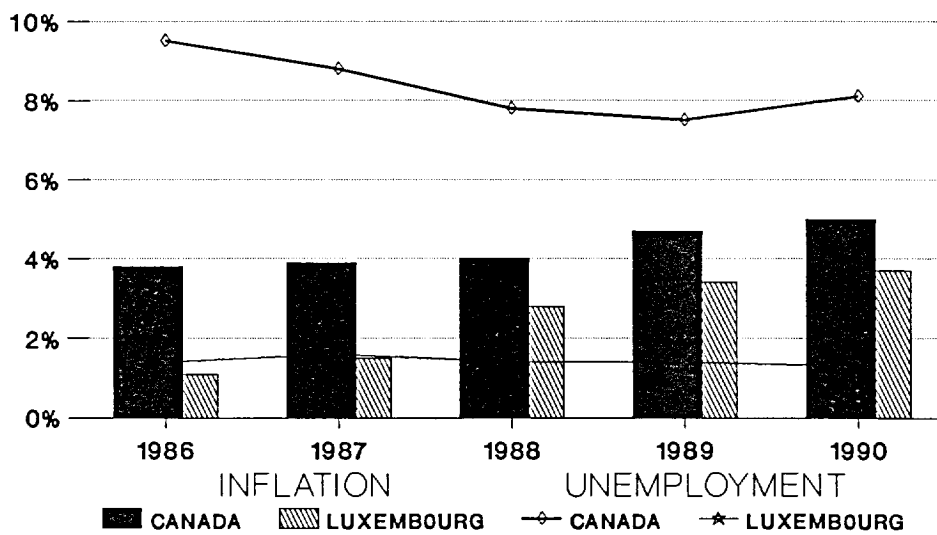
---

\* 1989 figures unless otherwise specified

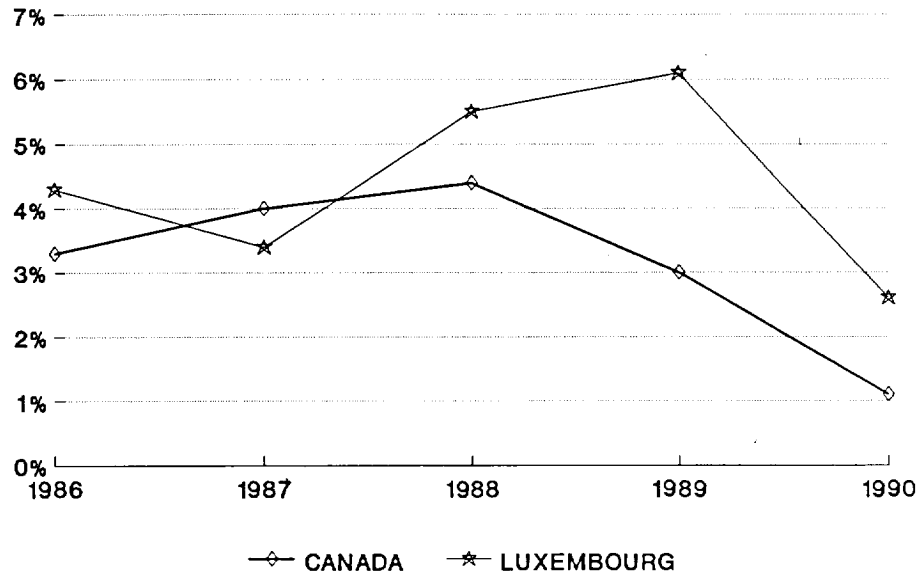
## SHARE OF VOTE IN 1989 ELECTION



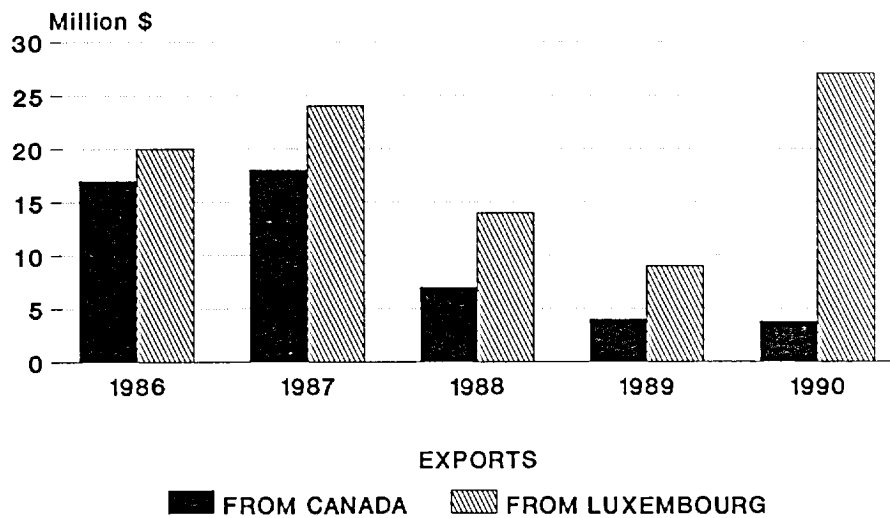
## INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA-LUXEMBOURG



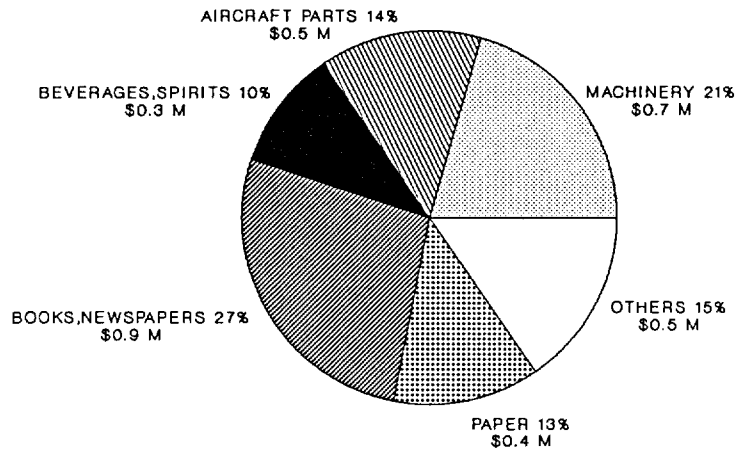
## GDP GROWTH RATE



## BILATERAL TRADE CANADA-LUXEMBOURG



## CANADIAN EXPORTS TO LUXEMBOURG IN 1990



## LUXEMBOURG EXPORTS TO CANADA IN 1990

